

N° 880/F

08846

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur — Fraternité — Justice

Ministère de l'Economie et des Finances

**Direction des Etudes et
de la Programmation**



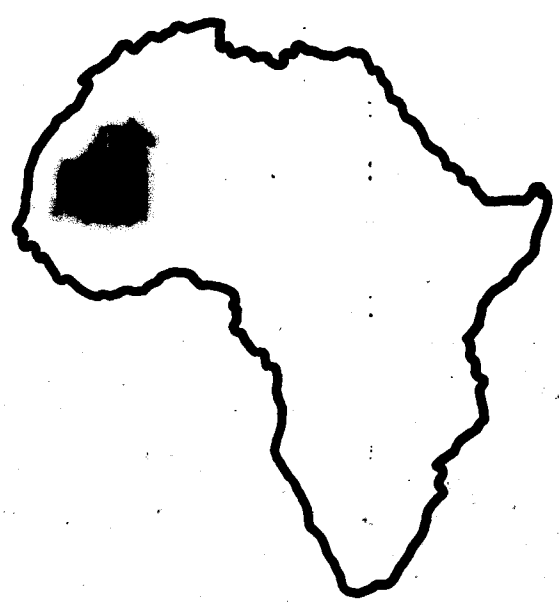
PROJET RAMS

**Mission d'Etudes et d'Evaluation
du Secteur Rural et des Ressources Humaines**

**Rapport Synthétique sur les Stratégies
de Développement**

OP 1

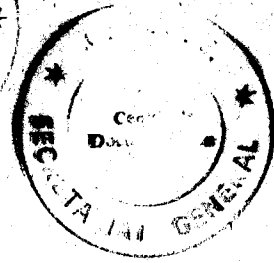
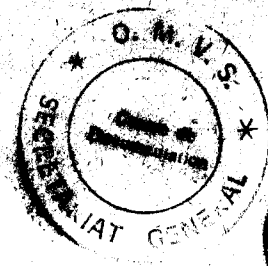
juillet 1981



Financé par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID)

Avec le concours de:

- Checchi and Company, Washington, D.C. 20036**
- Louis Berger International, Inc., East Orange, New Jersey 07019**
- Action Programs International, Santa Monica, California 90406**



08846

Table des Matières

		<u>Page</u>
Chapitre I	Introduction et Objectif	1
Chapitre II	Le Contexte du Développement	6
Chapitre III	Méthodologie pour la Révision et l'Evaluation des Options de Développement de la Mauritanie	12
	a) Déficit Budgétaire	15
	b) La Balance des Paiements	16
	c) Le Service de la Dette Extérieure	17
Chapitre IV	Les Options de Production Rurale	20
Chapitre V	Les Besoins Humains Fondamentaux	39
Chapitre VI	Les Sentiers Alternatifs de Développement et les Conclusions des Rapports Méthodologiques et d'Op- tions de la Phase II du RAMS	44
Chapitre VII	Les Projets Prioritaires	53

Liste des Figures

		<u>Page</u>
Graphique 1	Modèle Macro-Economique de Simulation de la Croissance du PIB Rural Basée sur les Hypothèses Alternatives de Coefficients Marginaux de Capital (CMC)	24
Graphique 2	Projections de la Production du Secteur de l'Elevage Selon les Scénarios de Pluviométrie différents	26
Graphique 3	Projections de la Production dans l'Agriculture sous Pluie et de Décrue Selon des Hypothèses Alternatives de Technologie applique	30
Graphique 4	Projections de la Production dans le Secteur Irrigué Selon des Hypothèses Alternatives Concernant le Taux d'Anénagement et les Rendements Obtenus.	32
Graphique 5	Projections de la Production de la Pêche Selon des Variantes dans les investissements et des prises.	37
Graphique 6	Projections des Options de Valeur Ajoutée du Secteur Rural Selon des Variantes dans les Investissements.	40

Phase II : Rapport Consolidé

1. Introduction et Objectifs

L'accord de base entre l'USAID et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie qui a défini le rôle du Projet RAMS, a cité "la préparation au moins de deux stratégies de développement alternatives et d'options de politique et de programmes y afférent pour le développement intégré du secteur rural ainsi que l'amélioration des problèmes d'emploi et de main d'oeuvre en Mauritanie, tout en tenant compte des considérations d'équité et de bénéfice ainsi que de la production" 1)

Tenant compte de cet accord, le RAMS a produit 30 études détaillées de base sur divers aspects de l'économie et des structures sociales touchant l'ensemble de cette tâche. Une liste de ces études est présentée en annexe. Un annuaire statistique et une synthèse de ces études sont aussi préparés.

A la base de ces études et d'autres sources d'information le RAMS a produit sept rapports pour la Phase II du projet qui se regroupent dans deux catégories. L'une qui comprend trois de ces rapports, concerne la méthodologie et l'ensemble des faits l'analyse de diverses façons d'examiner des problèmes de développement ou de ses parties. La deuxième, qui regroupe comprend quatre rapports, décrit et fait l'analyse des options pour des secteurs définis ou des aspects particuliers de l'économie.

Le plus complet des rapports méthodologiques traite de l'ensemble des relations macro-économiques et développe un modèle de simulation dans lequel la production rurale peut être liée à l'ensemble de l'économie et par lequel on peut postuler des rapports entre différents secteurs. Le modèle est un moyen utile pour indiquer les liaisons des différents comptes financiers, tels que le budget national et la balance des paiements ; le modèle précise aussi comment ces éléments affectent les ressources disponibles pour le développement. Il sert non seulement à mettre en évidence des rapport marquants et significatifs mais peut indiquer aussi certaines précautions et limitations qui doivent être respectées ou compensées par d'autres moyens si l'on veut que le développement avance d'une manière rationnelle productive, et auto soutenue.

Le modèle sert à souligner les relations entre les paramètres financiers. Il n'est destiné ni à fournir des conseils, ni à aider au processus de prise de décisions à un niveau d'investissement individuel.

1) Accord sur le Projet d'Aide du 28 Mars 1978.

Par ailleurs, le second rapport méthodologique essaie d'analyser la fonction de production (le PIB ou la valeur ajoutée) du secteur rural par le biais d'une analyse simplifiée intrant-extrant au niveau des récoltes pour ensuite les agréer dans le calcul du PIB sectoriel. Cette approche comprend également une étude des relations alternatives entre la pluviométrie/les investissements/et la production qui ne font pas partie du modèle de simulation macro-économique général. Les variations des rendements des investissements dans l'accroissement de la production dues aux variations de la pluviométrie sont extrêmement importantes pour certains aspects du secteur rural. Ces différences sont discutées ci-dessous dans le chapitre IV.

Le rapport sur les besoins fondamentaux (les BF) a été groupé avec les rapports "méthodologiques" et non en tant que programme à part car ils sont présentés plutôt dans le sens de normes minimales, de mesures d'équité applicables à tous les secteurs.

Le modèle de simulation macro-économique pose également le problème BF mais d'une façon moins détaillée. Par exemple, il établit un coût minimum requis, pour l'ensemble de l'économie, pour subvenir aux BF et formule une équation pour relier ces coûts à la production totale. Les problèmes de la composition des BF par type de service et les services fournis et financés individuellement ou collectivement ne sont pas facilement traités par l'approche du modèle macro-économique. Aucune considération n'est prêtée dans cette analyse aux caractéristiques du bénéficiaire. Finalement, il existe dans le modèle macro-économique des hypothèses implicites concernant la distribution du revenu qui demandent une analyse plus détaillée. Un rapport séparé sur les BF traite de la conception et de l'interrélation entre la croissance et la justice, aussi bien comme composantes individuelles des BF que de la manière dont ils sont fournis.

Les quatre études sectorielles et sous-sectorielles y compris celle sur la main-d'oeuvre et sur l'emploi mettent plus l'accent sur les options de développement que de l'élaboration d'une méthodologie. Ces études examinent les conséquences de la continuation des politiques actuelles et les comparent avec ce qui est requis pour réaliser l'option maximum entre autres de l'autosuffisance en viande, en céréales, des soins de santé et de l'emploi pour tous en l'an 2000.

Entre ces deux options extrêmes sont proposées des options ambitieuses et plus facilement atteintes menant vers des objectifs de production assez élevés. Le rapport sur le modèle macro-économique présente quelques options de développement, mais celles-ci expliquent plutôt le fonctionnement du modèle que les choix de politiques spécifiques. Les choix de politique exposés dans le modèle macro-économique sont guidés par des contraintes financières relatives à ces choix, suivant ce que

semble être ou ne pas être une politique responsable : c'est le choix d'Hobson.

Des quatre rapports sectoriels, deux traitent du secteur rural. Le premier traite du principal thème du RAMS, la production rurale comprend l'agriculture, l'élevage et la pêche (la pêche maritime industrielle est exclue). L'étape intermédiaire de la pêche semi-industrielle qui représente une amélioration de la pêche artisanale, est incluse dans le secteur rural. Un second rapport va de pair avec celui sur la production rurale et présente de façon détaillée des options pour le développement de services de soutien à la production rurale, comme la recherche et la vulgarisation.

Un rapport sur le développement des services de santé est préparé comme illustration d'un aspect du concept de BF. Ces services sont sensés couvrir tout le pays et pour cette raison devraient en principe mettre l'accent dans les zones rurales. Malheureusement, la situation actuelle, d'après le même rapport, est caractérisée par la concentration de la totalité des services, à part les soins traditionnels et informels, dans les zones urbaines. Les options présentées dans cette étude, ainsi que dans les autres, donnent des indications de l'intensité et l'étendue des efforts séquentiels que le GRIM doit fournir pour progresser d'un niveau de services et de développement au suivant par étapes de 5 ans.

Le dernier rapport traite de la main-d'oeuvre et de l'emploi et se rattache particulièrement aux trois rapports d'options sectoriels. La méthodologie employée est compatible avec le modèle de simulation macro-économique. L'étude elle-même traite de la main-d'oeuvre en relation avec l'emploi et la population classée par type et par région. Les questions de productivité sont présentées d'une façon générale mais toujours, liées spécifiquement aux questions soulevées dans les rapports sur les mesures d'accompagnement rurales et sur la santé publique. Les options basées sur la considération de la demande ont été élaborées d'après les données du rapport sur la production rurale et du reste de l'économie sont en accord avec les hypothèses du modèle de simulation macro-économique.

Une considération importante est donnée au fait que la main-d'oeuvre qui peut être analysée comme un des principaux facteurs

de production dans l'élaboration de stratégies de production, de l'emploi par contre, est par lui-même et en lui-même un des objectifs de développement. Les questions à considérer dans ce contexte sont étudiées en relation avec les objectifs de la production.

Dans l'ensemble, les sept rapports consolident le contenu des 18 rapports prévus au départ. Il faudrait remarquer en même temps que quelques études de la Première Phase, surtout celles sur les secteurs de l'éducation formelle et non-formelle sont allées plus loin que ce qui a été prévu à l'origine et contiennent des options pour le développement bien que cela n'ait pas été intitulé comme tel. En plus les propositions de projets préparées comme une suite aux études de la Première Phase, constituent en quelque sorte des options limitées.

Cela est particulièrement vrai pour les problèmes de l'environnement telle la lutte contre la désertification pour laquelle aucun rapport d'option spécifique n'a été préparé. Il n'existe pas de rapport d'option spéciale concernant la réduction de contraintes sociologiques (les modalités d'application), bien qu'elles aient été traitées (ainsi que la nécessité de les minimiser) dans ces différents rapports. L'agriculture des oasis est traitée comme un sujet à part dans le cadre du rapport sur la production rurale. Une partie substantielle de ce qui devait être proposé comme structures de développement appropriées est comprise dans l'analyse des mesures d'accompagnement.

Pendant le remaniement des rapport de la Deuxième Phase certains sujets ont été soit exclus, soit réduits en importance dont : le rôle du secteur privé, la commercialisation et le système des prix. Finalement, le contenu du dix-neuvième rapport, désigné pour l'établissement des priorités des projets et pour présenter des options pour l'ensemble des stratégies de développement est représenté dans la Section VII ci-dessous.

En développant des options exprimées dans les projections de production jusqu'à l'an 2000, les contraintes dérivées des études de la Première Phase sont rendues explicites. Dans la mesure où les données et les analyses sont suffisantes, on a donné des indications dans la façon dont il est possible de les surmonter. Le minimum était de les citer comme problèmes qui demandent davantage de recherche afin de trouver des solutions. Une telle liste de contraintes est présentée en rapport avec une énumération des facteurs de production, leur combinaison pour en obtenir des résultats.

En projetant les diverses options, on a été obligé de procéder à partir des données plus spécifiques de la période la plus immédiate à celle du plus long terme qui est moins facile à prédire. Les projections pour la période 1981-85 sont prévues pour s'accorder au Quatrième Plan Quinquennal de Développement. Il est convenu que cette période sera une période de réorientation, de transition et de mise au point, vu que la

Mauritanie émerge des effets des années de la sécheresse et de sa participation à la guerre du Sahara. Il requiert une restriction budgétaire, un équilibre sectoriel et une nouvelle formulation des priorités pour atteindre des objectifs réalistes et concevoir des stratégies pour les accomplir.

Un montant considérable d'investissement prévu pour des grands projets a été programmé et financé durant la période du Troisième Plan. Les déboursements ont commencé pour un certain nombre de ces projets et les expériences acquises en ce qui concerne leur application ainsi qu'aux difficultés se rapportant à leur réalisation. Ainsi il existe un momentum qui est le fait des activités de développement antérieures qui devra et surmonter avec précaution pour l'avenir.

Cela ne veut pas dire que la période 1981-1985 sera ou devrait être une période d'inaction relative pendant laquelle l'on doit réfléchir sur d'autres alternatives de développement. Au contraire, ce sera plutôt une période caractérisée par (a) la continuation des grands ou petits projets qui ont déjà commencés et qui méritent d'être finis ; (b) par la recherche des moyens (des actions) et leur poursuite afin d'éliminer ou de diminuer les obstacles au développement et (c) par l'implantation dans la mesure où les conditions et les ressources le permettent, d'une série de petits projets bien coordonnés, conçus pour favoriser les objectifs de développement. Evidemment, la collecte des données, les analyses et la planification continuera simultanément afin d'améliorer la performance dans l'immédiat aussi bien que pour préparer les périodes suivantes.

Le but initial du RAMS qui était de définir quelques voies alternatives de développement à soumettre au gouvernement mauritanien a évolué au fur et à mesure que le travail s'est développé que les ressources et informations ont été disponibles et que les discussions avec le gouvernement ont progressé. Au lieu de présenter des options exclusives qui, en dernier lieu, seraient de mérite égal, des comparaisons ont été développées entre les résultats d'une continuation de la politique et du niveau d'activité actuelle d'une part, et celui de viser à attendre les résultats maxima ou objectifs du gouvernement ; d'autre part. Des options moyennes ont été aussi développées, supposées raisonnables bien qu'ambitieuses. Dans certains cas, des suggestions spécifiques ont été faites pour les variantes de cette option moyenne. La même méthode peut s'appliquer pour projeter les résultats plus ou moins ambitieux en faisant varier les données et/ou en changeant les hypothèses concernant les projections.

Il est à souligner que le RAMS présente des options pour le choix des stratégies de développement. Il ne fait pas de recommandations. Son objectif est d'aider le gouvernement mauritanien dans ses évaluations des alternatives de développement et de se rendre compte des conséquences de ces choix.

Le GRIM est évidemment le dernier arbitre de ces choix. Les facteurs clés dans les projections sont les différentes relations établies explicitement dans les rapports d'options et les contraintes remarquées. Dans un nombre important de cas, il a fallu élaborer des hypothèses hardies basées sur l'expérience et sur des données restreintes. Si les options du RAMS et les projections élaborées devaient devenir instrument dans les actions du Quatrième Plan, il faudrait alors vérifier et examiner les hypothèses et les relations-clé d'une façon plus minutieuse.

2. Le Contexte du Développement

Le développement potentiel de la Mauritanie est fondé sur une base de ressources extrêmement fragile et limitée et les problèmes à résoudre sont difficiles et persistants. Ces difficultés ont été confirmés dans les différentes études du RAMS aussi bien que dans les rapports faits par les Organisations Internationales, telle le FMI et la BIRD et ce qui est le plus important, par le gouvernement mauritanien, lui-même. Il n'existe pas de solution à court terme aux problèmes fondamentaux de développement de la Mauritanie. Il existe toutefois, une nécessité immédiate pour accélérer le processus de mise en marche des programmes appropriés et de longue échéance. La préparation du Quatrième Plan de développement est un pas essentiel dans ce processus. Les objectifs à longue échéance pour l'an 2000 ont été formulés pendant que les plans spécifiques pour la période de transition immédiate ont été élaborés et perfectionnés afin d'atteindre un degré plus élevé de croissance auto soutenue, d'indépendance économique et d'une meilleure justice dans la distribution.

Antérieurement à l'indépendance, un certain équilibre était maintenu par l'existence d'une économie rurale traditionnelle qui fournissait la plupart des besoins minimales, quoique à un niveau austère associée à un secteur urbain considérablement moins important et moins exigeant qu'aujourd'hui. Le secteur rural consommait une partie substantielle de sa propre production. Dans une grande mesure, des déplacements non enregistrés de bétail vers les régions voisines (pays, de nos jours) par la migration saisonnière ont financé l'acquisition, d'articles importés. Des gains limités étaient aussi obtenus par l'exportation de la gomme arabique.

L'indépendance a accéléré un certain nombre de tendances qui ont dérangé cet équilibre précaire. En plus, une sécheresse sévère a frappé le pays et des changements dans les prix mondiaux ont grandement exacerbé les difficultés de la jeune nation.

Puisque les services de l'administration coloniale étaient limités et son impact en dehors du petit secteur commercial était minime, il n'y avait que très peu de cadres administratifs formés lors de l'indépendance. Peut-être la Mauritanie était la colonie qui a reçu le moins de préparations pour l'indépendance.

L'indépendance a entraîné le besoin d'établir une administration fonctionnelle malgré le manque de main-d'oeuvre qualifiée dans tous les domaines importants. En tant que capitale, Nouakchott a grandi, ainsi que

les centres portuaires et miniers de Nouadhibou et F'Dérick. Il y a également une hausse dans la demande de services administratifs que tous les gouvernements indépendants sont obligés d'assurer. Les différents services étaient créés, l'emploi et la concentration urbaine augmentaient. Ce fait représentait un aimant attirant la migration vers les zones urbaines. Compte tenu d'une infrastructure limitée et d'une main-d'oeuvre restreinte, ces quelques services qui existaient étaient exclusivement placés dans les zones urbaines.

Malheureusement, la croissance du secteur moderne n'a pas entraîné avec lui un accroissement parallèle de la production qui aurait pu faire rentrer des devises étrangères ou bien épargner par une politique de substitution aux importations. Au contraire, la demande pour des devises étrangères a beaucoup augmenté afin de permettre l'achat d'une grande variété de produits qui avaient été jusqu'alors méconnus dans le secteur traditionnel. Bien qu'il y eût plusieurs tentatives d'investissements dans les entreprises qui étaient destinées à contribuer aux disponibilités en devises, telles les raffineries de sucre et de pétrole, ces projets n'ont pas fonctionné, comme prévu ; au contraire, ils sont devenus une perte de devises, bien qu'officiellement il y ait des espoirs qu'à la longue ces projets seront rentables.

Des revendications territoriales sur l'ex-Sahara Espagnol ont entraîné la Mauritanie dans le conflit armé qui en fin de compte a éclaté au Nord. Son impact économique sur les ressources du pays a été dramatique. Des dépenses intérieures supplémentaires ainsi que des importations étaient requises pour renforcer les forces armées mauritaniennes. Le conflit a perturbé les opérations minières mauritaniennes, son unique et plus importante source de devises étrangères.

Durant la seconde décennie après l'indépendance, d'autres facteurs extérieurs ont aussi défavorablement affecté les perspectives du développement de la Mauritanie. Les prix du pétrole ont entamé leur montée vertigineuse et la grande crise économique mondiale a réduit la demande et les prix de ces produits miniers de la Mauritanie.

Dans le secteur rural deux événements ont concouru à rendre les possibilités de développement encore plus difficiles. Le principal facteur perturbateur était la grande sécheresse du Sahel qui a commencé en 1968 et donc les conséquences ont duré jusqu'en 1977. Malgré cet équilibre écologique fragile qui caractérise les pays sahéliens, la région avait survécu des sécheresses dans le passé - pendant les années 1940, par exemple - mais avec des populations humaines et animales moins importantes à nourrir et à adapter aux dures conditions de l'environnement. Il semblerait que pendant la période entre 1968 et 1977 il y a eu un excès de surpâturage et par conséquent plus de dommages irréversibles sont causés à la couverture végétale pendant cette période. Ironique-

ment, les améliorations dans le domaine de la santé animale dues à l'introduction de la médecine vétérinaire moderne ont contribué à la surproduction et au surpâturage. Les terres sont envahies par le désert et ne seront probablement plus récupérées. Ce fait a contribué au mouvement de la population rurale vers les villes. Avant la sécheresse la plus récente, la migration vers les villes n'était pas possible ou du moins n'a jamais été envisagée comme une alternative à la misère rurale car les villes n'existaient pas ou que les petites villes administratives ne pouvaient pas offrir de services pour soutenir les populations rurales déplacées.

Dans le secteur rural aussi bien que dans le secteur urbain, le rapport entre l'approvisionnement alimentaire et la population a été exacerbé par les facteurs démographiques. La Mauritanie se trouve dans une situation classique où le taux de mortalité commence à baisser à cause d'une plus grande disposition, quoique limitée, de services médicaux tandis que de l'autre côté, le processus de développement n'est pas arrivé au stade où le taux de natalité naturel se met à baisser d'elle même du fait que la population acquiert des conceptions plus modernes et des alternatives aux grossesses illimitées perçues. Le taux de croissance de la population, actuellement évalué à 2,5%, fait doubler la population tous les 28 ans et fait baisser l'âge moyen de la population et augmente considérablement le rapport de dépendance.

La migration urbaine a finalement un impact négatif sur la production rurale. Premièrement, ce sont les personnes en âge d'avoir des enfants qui émigrent vers les villes où l'infrastructure sanitaire est mieux développée et cela tend à faire augmenter la croissance de la population. Pendant ce temps, les vieux restent dans les fermes ainsi que les femmes et les enfants qui sont obligés à s'occuper des travaux agricoles. Dans ces conditions, la productivité baisse.

Le problème démographique, deviendra plus inquiétant avant de s'améliorer. Le taux de mortalité baissera probablement davantage avant que l'effet global du développement économique ne provoque un déclin naturel du taux de natalité. Seule la migration vers l'extérieur pourra affecter cet équilibre dans un proche avenir. L'avantage ou le désavantage de ce phénomène de migration dépendra de la population qui restera dans le pays à la charge de ressources en diminution.

L'effet de cette combinaison de circonstances difficiles et le problème que cela représente pour le développement peuvent être examinés à partir de la comparaison de la production alimentaire et la population en 1960 et en 1979. En 1960, ces deux étaient à peu près en équilibre et les devises étaient disponibles pour financer la consommation en plus les

besoins du développement avec une certaine aide étrangère à des taux concessionnaires comme ressource supplémentaire : actuellement il existe un déficit alimentaire qui est difficile à combler avec les revenus propres en devises étrangères.

Vu que 20% de besoins en céréales sont satisfaits par la production intérieure, une partie de l'aide fournie par des donateurs étrangers doit être utilisée pour subvenir aux besoins nutritifs fondamentaux, laissant un petit résidu pour le financement des autres exigences de consommation en plus des besoins du développement. Le problème se complique davantage par le fait que les emprunts antérieurs à tèmes concessionnels et commerciaux commencent maintenant à constituer un lourd fardeau aux réserves en devises existantes : l'importance de ces emprunts risque de compromettre toute assistance future.

La gravité du problème démographique est mise en évidence par l'examen de la situation emploi - main-d'oeuvre. Les calculs indiquent qu'il y a actuellement environ 70.000 chômeurs concentrés dans le secteur "moderne" et 400.000 nouveaux emplois sont à créer d'ici la fin du siècle. L'exode rurale met en évidence le sous-emploi déguisé qui a toujours existé dans les zones rurales mais qui devient plus évident quand il est transféré dans les bidonvilles. Concerné par la croissance économique et l'emploi urbain, le gouvernement a réalisé ou encouragé un certain nombre d'investissements destinés à moderniser l'économie en favorisant le développement des secteurs des mines et des industries modernes. Pendant que les entreprises minières ainsi que les secteurs de la petite industrie et du commerce privé offraient du travail à des milliers de personnes, la plupart des grandes entreprises industrielles étaient improductives. En tout cas, ces activités n'ont pas multiplié le nombre de postes d'emploi et leur contribution au problème du chômage a été minime, dramatisant ainsi le fait que la recherche de la croissance économique ne pourvoit pas automatiquement de l'emploi aux masses ni assurer un partage équitable des bénéfices économiques.

Dans l'ensemble, le problème de développement auquel la Mauritanie est confrontée est très difficile et très urgent, et une amélioration de la situation demandera une volonté politique, de la persévérance en plus de compétences en planification et en gestion qui sont difficiles à obtenir et à maintenir.

La Mauritanie s'est fixé comme but la réalisation d'une plus grande indépendance économique. Cela exige en fait, le renversement de l'orientation qui entraîne la dépendance croissante sur le financement étranger en cours depuis l'indépendance. Pour atteindre le but de l'indépendance économique, il faudra inverser, ou au moins ralentir l'exode rurale qui fait augmenter les dépenses sur les denrées importées. Les plans quinquennaux précédents avaient annoncé cet objectif, mais les programmes qui

devaient augmenter la production et le revenu du secteur rural n'étaient pas faciles à réaliser. Un cas est celui de la tentative d'augmenter les surfaces irriguées. Le Troisième Plan Quinquennal (1976-1980) a envisagé une augmentation de la capacité (de la SONADER) d'aménager 3.000 ha supplémentaires par an jusqu'en 1980. En fait, il n'a été réalisé que 1.700 ha supplémentaires dans le secteur public et 1.100 ha dans le secteur privé pendant toute la période 1976-1980.

Ironiquement, lors de l'indépendance, cette tendance inquiétante vers la dépendance économique croissante n'a pas été remarquée et la Mauritanie était perçue comme un pays bénéficiant d'un équilibre entre la consommation et la production alimentaire qui lui donnerait la possibilité d'utiliser ces ressources minières (les minerais de fer à cette époque imposaient des prix relativement élevés) pour se moderniser d'une manière qui n'était pas possible dans les pays voisins moins favorisés.

A cause des différents facteurs mentionnés ci-dessus, joints à une reconnaissance tardive des problèmes du développement, la Mauritanie a dû passer par une période d'adaptation difficile de pouvoir affronter directement les problèmes d'augmentation de la production, de lancement d'un développement auto soutenu à longue échéance et de satisfaction des besoins fondamentaux de sa population.

Le processus d'adaptation est toujours en cours. Le gouvernement mauritanien par ses propres moyens et avec l'aide du FMI et l'assistance internationale, a entrepris un nombre d'actions importantes. Donc, le processus de préparation du développement a déjà commencé.

Un pas important pour libérer ses ressources pour les besoins de développement a été fait en 1978 lorsque la Mauritanie s'est retirée de la guerre au nord. Le second facteur était les négociations et les renégociations récentes avec le FMI pour un accord de "Stand-by". Cette opération n'a uniquement pour résultat de donner accès à certaines ressources du FMI mais elle oblige le gouvernement à suivre un programme d'austérité fiscale et une politique de réforme monétaire raisonnable ainsi qu'une recherche d'équilibre de la balance des paiements, tout en libérant des ressources pour les investissements productifs. Un soulagement considérable a été récemment obtenu lors des renégociations avec les principaux créanciers.

Une étude importante et des recommandations spécifiques ont été effectuées pour les nouveaux investissements dans le secteur minier, destinée à maintenir cette principale source de devises. Malheureusement, les prix de l'équipement minier et des machines continuent à monter avec l'inflation mondiale, tandis que la baisse des prix du minerai reflète la récession mondiale. Le gouvernement mauritanien, sans aucun doute, continue à revoir ses décisions d'investissement dans ce secteur pour être sûr de sa viabilité économique. Il n'existe peut-être pas d'autre option immédiate à poursuivre à part celle qui est actuellement suivie. Les fonds engagés pour la modernisation du secteur minier sont presque tous

engagés de la part des sources étrangères et le processus de déboursement est actuellement en cours.

Il existe également quelques investissements d'infrastructures hydro-agricoles et de travaux publics qui sont partiellement achevés et qui ont une possibilité à longue échéance d'augmenter la production rurale. Il existe simultanément le désir - d'augmenter le personnel d'administration et de planification au niveau régional et d'assurer une autorité décentralisée afin de mieux conduire les programmes d'envergure nationale. Le RAMS a participé aux premiers efforts concernant la réalisation de ce but. Il reste encore beaucoup à faire s'il faut constituer un personnel administratif local et des organisations communautaires liés aux objectifs du développement.

En plus de la tâche de planifier pour une gestion économique et financière efficace, il y a une série de problèmes à résoudre qui portent sur la gestion humaine et organisationnelle et qui font partie de l'équation du développement. Les meilleurs plans auront peu de valeur s'ils ne sont pas accompagnés par des mesures visant à maximiser la performance des facteurs humains. Ce sont là des problèmes (ennuyeux) dans le cas de la Mauritanie où les organisations administratives et privées ont peu évolué de leur état de l'époque qui a précédé l'indépendance. Elles ont clairement besoin d'être renforcées et motivées pour jouer leurs rôles dans le développement rural à l'échelle requise par les objectifs du gouvernement

Un autre ensemble de questions relatif à ce problème concerne la façon dont il faudrait organiser les services gouvernementaux, particulièrement dans le milieu rural pour obtenir l'acceptation et la compréhension le soutien de la part des populations. Les coûts de tels services à une grande échelle seront en effet élevés et difficiles à réaliser. Si ces services ne sont pas adéquates, s'ils ne sont pas organisés de façon que les populations les acceptent et comprennent, alors les investissements et les efforts fournis pour eux seront largement gaspillés.

L'élaboration des interventions appropriées et pertinentes n'est pas une question facile dans une société traditionnelle et géographiquement dispersée. Elle exige des cadres compétents qui ne sont pas faciles à trouver et à former. Les solutions similaires dans les autres pays ne sont pas facilement adaptables. Si on ne fait pas attention, l'établissement de nouveaux services privés et de sociétés publiques uniquement mener à une augmentation d'emplois dans le secteur des services, localisés principalement dans les centres urbains plutôt que d'assurer des services nécessaires et utiles pour réhausser le bien-être national et améliorer l'égalité. Ils deviennent une charge supplémentaire sur ces ressources financières déjà restreintes plutôt qu'une base pour l'amélioration de la qualité des ressources humaines.

Les tâches difficiles qu'est confronté le gouvernement mauritanien sont claires. Le but des rapports d'options du RAMS est de tracer différents scénarios pour présenter à l'examen du gouvernement permettant à celui-ci de faire un choix de stratégie de développement pour le court et le long terme.

3. Méthodologie pour la Révision et l'Evaluation des Options de Développement de la Mauritanie

Dans la période d'après l'indépendance il semblerait que le gouvernement mauritanien a poursuivi une stratégie peu systématique et peu approfondie pour son développement économique et social. Il y avait trois Plans Quinquennaux et le Quatrième est en cours de préparation. Ces plans avaient spécifié des objectifs généraux tels que : l'augmentation de la production, particulièrement dans les régions rurales et dans la petite industrie, l'extension des services sociaux, une plus grande égalité dans la distribution aussi bien que la diminution de la dépendance des financements extérieurs. Ils contenaient également des listes de projets spécifiques et les dépenses projetées. Toutefois, les Plans ne contenaient pas de stratégies pour le développement qui facilitent les projections, ni d'analyses de contraintes. De même ils n'indiquaient pas les priorités à suivre lorsqu'il y avait des choix à faire. Aucune analyse des conséquences des choix ainsi que les lignes d'action possibles n'ont été préparées. Les bonnes intentions dans le domaine de développement exprimées dans les plans successifs ont été devancées par des événements qui les ont, en plus grande partie, conduit aux résultats presque opposés. En ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire et la dépendance extérieure, la situation du pays s'est sérieusement détériorée. Depuis l'indépendance la productivité agricole et la production ont considérablement baissé. Bien qu'il y ait une émigration vers les villes, la production dans le secteur urbain (autre que l'administration mesurée par les dépenses gouvernementales) n'a pas considérablement augmentée. Les services qui ont été développés n'ont pas atteint les zones rurales d'une façon significative.

Les dépenses d'infrastructures comprennent quelques travaux d'irrigation et la construction des routes, mais elles sont dépassées par des allocations destinées au développement des mines et des ports. Il est discutable que la distribution des revenus se soit améliorée. En 1978, il a été estimé 75 à 80% de la population dépendait de l'agriculture, qui d'après le rapport du FMI 3) représentait 23% du PIB. En 1960, à l'époque de l'indépendance le secteur rural constituait 65% du PIB. Comme il n'existe pas de chiffres précis sur l'emploi dans les années précédentes

3) Rapport du FMI (SM/80/91), 11 avril 80.

le pourcentage de la population engagée dans l'agriculture semble à peine être plus élevé à cette époque. Ceci implique le fait que le revenu par tête dans le secteur rural, qui était déjà à l'époque le secteur le plus bas a encore diminué.

Il a été reconnu que la performance décevante est due en partie aux facteurs externes tels la grande sécheresse, les mouvements des prix internationaux et le conflit du Sahara. Malgré cela, le gouvernement mauritanien aurait pu entreprendre des actions pour diminuer leurs conséquences, s'il avait une façon systématique de contrôler et planifier les stratégies de développement ou encore s'il avait dans des mesures d'application et d'adaptation. On pourrait dire que la seule existence de telles forces potentiellement perturbatives, exigeait une plus grande prise de conscience et une préparation adéquate de la part du gouvernement.

L'une des politiques du gouvernement qui semble être continue a été le fait d'assurer la priorité et l'accent au secteur minier et, un peu moins, au développement de pêche commerciale afin d'obtenir les sources de devises. Cela est sans doute très important bien qu'il soit discutable de montrer à quel degré la population en général et particulièrement la population rurale a bénéficié de cette politique.

Comme première étape et pour faciliter le processus avec lequel on prévoit les conséquences potentielles des actions dans le domaine de développement, et par là, d'établir d'une façon raisonnable, les priorités nationales nécessaires un modèle macro-économique est utilisé comme illustration de la façon dont on pourrait aborder ces problèmes. Ce modèle est élaboré et présenté de façon à mettre en lumière les contraintes financières du développement ; ce ne sont pas toutefois des contraintes forcément et intrinsèquement plus importantes que, mettons, les contraintes sociales ou écologiques. Ce sont des domaines importants, qui ont besoin d'être guidé par des politiques appropriées.

Il est nécessaire d'établir des lignes directrices et de prendre les décisions quant à la définition du cadre dans lequel les investissements et les changements dans l'organisation sociale doivent être entreprises.

Après avoir déterminé le cadre et les interrelations entre les paramètres financiers, on peut entreprendre en revue réorganiser les priorités. Les autres travaux du RAMS indiquent le moyen avec lequel on peut systématiquement évoluer les décisions d'investissements dans le secteur rural, et les composantes de la production mieux agrégées dans le PIB rural. Les Besoins Humains Fondamentaux sont estimés et liés aux options de développement. Ils représentent une autre approche au problème de développement mauritanien quant aux objectifs nationaux. Le Rapport des Options sur l'Emploi fournit une dimension supplémentaire de l'emploi des ressources aussi bien que des objectifs de satisfaction de l'emploi et des objectifs de

redistribution.

Le but du modèle macro-économique est de démontrer mathématiquement que les variables financières peuvent avoir un impact sur le développement et les ressources. Cela est une méthodologie pour tester les effets et la factibilité des politiques économiques dans les domaines prises en compte par les variables. Il est accompli par l'analyse du passé et par les projections.

Le modèle et ses composantes permettent d'obtenir des lignes directives avec lesquelles on peut vérifier le bien fondé, la prudence et la vraisemblance de certaines options simulées de la politique de croissance. Comme cela a déjà été remarqué dans la discussion du modèle, les décisions d'investissements actuelles et spécifiques qui vont produire le développement, devront être fondées sur des informations précises qui sont parfois hors de la portée du modèle.

Le modèle ne fournit que les grandes lignes directrices dans lesquelles les décisions sont prises. Les principaux composants du modèle de développement, sont les suivants :

- a) Définition des secteurs et sous secteurs de croissance. L'ensemble est divisé en 5 secteurs : 1) traditionnel, industrie, Travaux Publics et Construction, Transport, Commerce et les services divers, et Administration. Le secteur traditionnel (le rural) est réparti en quatre sous-secteurs et l'industrie en trois. L'ensemble des valeurs ajoutées constitue le PIB aux coûts des facteurs.
- b) Le développement est fonction des investissements. Si on peut évaluer le coefficient marginal de capital (les rapports production/valeur ajoutée totale) pour chaque secteur on peut alors estimer le PIB total. Si les hypothèses d'allocation des investissements par secteur sont faites on peut alors estimer la demande totale de capitaux pour atteindre un taux de développement donné. Inversement, si les taux de croissance sont établis, on peut obtenir les investissements requis.
- c) Plus loin si on a les investissements bruts (public et bien que le privé), on peut alors évaluer le DNB (les dépenses nationale brute)
- d) L'étape suivante est accomplie en additionnant le déficit des ressources, le total des dépenses non satisfait par les ressources et qui est financé par les dons et les emprunts étrangers. Ce total représente le produit intérieur brut (PIB).

Ce sont des éléments de cette équation simplifiée de croissance. Présentées de cette façon, on peut distinguer les différentes contraintes de développement et les facteurs qui doivent être prise en considération pour l'élaboration d'une politique de consommation publique et d'investissement et en encourageant ou en restreignant les dépenses du secteur privé. Elles peuvent être considérées comme des obstacles à surmonter ou être améliorés avec le temps. Les responsables de la politique économique doivent prendre conscience de ces facteurs. Le but de la méthodologie est d'aider à la prise de conscience des difficultés. Ces fonctions financières peuvent être examinées de la façon suivante :

Le résultat de l'équation de croissance est qu'il existe un déficit dans les ressources, c'est-à-dire la différence entre ce dont on a besoin pour vivre, ce dont on a besoin pour promouvoir le développement et ce qu'on a. La question est alors celle de garder le déficit de ressources dans les limites raisonnables, de le financer et de réduire son importance, c'est-à-dire ses effets contraignants dans le temps. On peut considérer cela de plusieurs points de vue :

- a) Le déficit budgétaire Du côté de la consommation il existe une tendance dans la plupart des pays en voie de développement de dépenser plus que les revenus. Les prix augmentent à cause de l'inflation internationale et des goulots d'étranglement nationaux. La conscience d'appartenir à un monde moderne sans l'être forcément, engendre des exigences nouvelles qui croissent à un taux plus arithmétique. La migration vers les centres - urbains crée des besoins pour les nouveaux services gouvernementaux, augmente le nombre de fonctionnaires sans augmenter la production, sauf si on le mesure arbitrairement aux coûts des facteurs. De l'autre côté, les revenus sont concentrés dans le secteur commercial, et proviennent souvent des exportations et où le désir d'augmenter leur croissance vont à l'encontre des besoins de revenu immédiat. Les privilèges traditionnels peuvent rendre difficile la collecte des impôts sur les biens (les terres et le bétail) et sur les revenus. L'administration des impôts est encore dans l'enfance. A l'exception de projets spéciaux, prestigieux, le budget d'investissements est souvent résiduel, minime, particulièrement lorsqu'il existe des exigences de dépenses militaires élevées. Les fonds pour l'entretien de capitaux existants peuvent ne pas recevoir la priorité et ainsi conduire au désinvestissement.

D'une manière générale, il est difficile de trouver de l'argent dans le budget pour l'investissement public, ce qui arrive très souvent c'est que les investissements du secteur public sont fournis par les donateurs

internationaux puisqu'ils ne donnent l'argent que dans ces buts-là. Les subventions et les emprunts à des taux concessionnels sont habituellement destinés aux projets d'infrastructure dont l'effet sur la production et le revenu potentiel est à long terme et quelquefois dans un avenir lointain quand il s'agit des investissements tel que les écoles et hôpitaux et un peu moins lointain s'il s'agit des routes et de l'irrigation.

Si un déficit gouvernemental sert à financer les dépenses courantes (la consommation), alors l'aide et les emprunts satisfiront cette consommation diminuant d'autant les sommes destinées aux investissements. Si les crédits fournisseurs sont utilisés pour financer les projets qui semblent être plus rapidement productifs, il faut s'assurer a) que les taux élevés de ces crédits rapportent plus que les investissements financés par les agences internationales et bilatérales et, b) que les investissements soient bien choisis.

Dans l'ensemble, si on veut planifier le développement d'une façon réaliste et à long terme il faut s'imposer des restrictions budgétaires. Quel degré d'austérité un gouvernement, une économie ou une société peut s'imposer est évidemment une décision souveraine. Ce modèle, d'une manière simplifiée mais radicale, permet d'examiner des options et leurs conséquences financières probables.

b) La balance des paiements. Le même type de problèmes peut être examiné dans la perspective de la balance des paiements. Le déficit dans la balance des comptes courants est largement financé par les emprunts et les dons. Si les importations croissent sans contrôle et les exportations augmentent moins rapidement, il y a là un besoin plus grand dans le soutien de la balance des paiements. Si la plus grande partie d'un tel soutien est représentée par des emprunts extérieurs d'une année à l'autre, il y a le danger que le service de la dette (i) absorbe une partie substantielle de devises étrangères, et diminuent pour autant les sommes destinées à la consommation courante ou à l'investissement et (ii) fassent peur ou découragent des prêteurs potentiels ou des futurs donateurs par importance ou les proportions de la dette. Ainsi les signaux de danger sont présentés au gouvernement d'une autre façon; c'est-à-dire, une balance des paiements déficitaire croissant indiquant le besoin de restreindre les importations et d'encourager les exportations dans des limites possibles. Les problèmes de prix internationaux (qui sont hors du contrôle gouvernemental) peuvent être très importants. Les politiques commerciales et les actions, telle que la dévaluation ne sont pas des variables du modèle, bien que dans certaines circonstances, ces variables peuvent être appropriées. Un facteur important pourrait être les conditions et termes de l'aide étrangère : le taux d'intérêt et les conditions associées, aussi bien que le mixage dons/emprunts. La balance des paiements permet aux planificateurs d'être conscients des dangers potentiels et de prendre des décisions appropriées pour minimiser les conditions désavantageuses et maximiser les facteurs favorables.

c) Le Taux de la Dette (intérêts et principaux comme un pourcentage des exportations). Ce modèle particulier prend le rapport service de la dette/exportations comme le point de départ pour examiner d'autres variables et pour proposer des sentiers de développement. Un chiffre "raisonnable" de 18% a été choisi "raisonnable" dans le sens que la plupart des donateurs semblent le considérer comme une bonne mesure de prudence jusqu'à long terme, il laisse dégager des ressources considérables pour l'investissement après le remboursement des dettes. Les hypothèses faites sur les conditions financières sont modérées bien qu'ils pourraient être améliorées par le gouvernement avec une recherche plus énergique de meilleures conditions parmi les donateurs potentiels.

La première hypothèse concerne la limitation de rapport service de la dette /exportations, un budget équilibré pour les dépenses courantes, des espoirs plutôt optimistes concernant les exportations de minerai et de la poche (les exportations de bétail, moins visible ne sont pas prises en considération). Ce qui reste sont des fonds disponibles pour des investissements premièrement dans le secteur public (y compris des entreprises publiques ou semi-publiques). A ce stade se posent deux questions essentielles : a) quel est le taux de rendement des investissements dans chacun des secteurs et des sous secteurs définis, et b) fondé sur d'autres considérations, quelle est la façon d'allouer les fonds parmi les secteurs et sous-secteurs.

Les chiffres utilisés pour les besoins d'illustration du modèle sont approximatifs. Jusqu'à une certaine mesure les données du passé sont utilisées mais elles sont fragmentaires et inappropriées pour les projections. Pour cette raison et pour rendre ce modèle plus utile pour la projection de la production il faudra bien établir les rapports de coefficient marginal de capital/production pour les différents secteurs et sous-secteurs et ceci jusqu'au niveau des projets qui est une base de projection des résultats de toute politique d'investissement. Un grand nombre d'études de la Première Phase du RAMS serait utile à cet effort.

Vu le rôle central du secteur rural dans les activités du RAMS, on a entrepris de développer une autre méthodologie et d'organiser les données existantes pour évaluer et projeter le PIB. Le processus a commencé avec le rassemblement des données de la production du passé au niveau des récoltes et au niveau de l'élevage. Ces dénominateurs communs ont été obtenus pour agréger les produits en quantité et en valeur pour calculer le PIB rural.

Ayant remarqué que l'une des principales contraintes de la production était l'insuffisance de la pluviométrie on a projeté des séries individuelles de la production de la culture sous pluie et de l'élevage (les volailles non compris) sur la base de trois scénarios de pluviométrie dérivés du passé. Ceci ajoute une dimension nécessaire aux hypothèses très

simplifiées du rapport direct investissement/production. Evidemment une partie du sous secteur agricole, le secteur élevage et sylviculture dépendent aussi bien de la pluviométrie que des investissements ou en un autre mot, l'efficacité des investissements est très dépendante de la pluviométrie. Une autre tentative pour concevoir une méthode pour aider les décisions d'investissement consiste à organiser les séries temporelles de production agricole et de l'élevage dans un tableau Intrants-Extrants. Il met en lumière les coûts (intrants) qui doivent être mise en jeu pour produire une culture et une unité donnée de bétail. Il permet de suivre les étapes intermédiaires en résultent et qui doivent exister entre les (intrants) secteurs et les sous-secteurs pour qu'un investissement puisse produire un produit(extrant). Les chiffres utilisés ne sont qu'approximatifs car fondés sur des informations limitées. Toutefois, ce processus est montré et les études dans l'avenir peuvent améliorer lentement la qualité des données.

Enfin, en développant cette méthode de calcul et de projection du PIB rural, on a fait des calculs pour lier la production rurale aux besoins de consommation de la population et les normes nutritives dérivées de l'évaluation de la situation nutritive en Mauritanie effectuée dans les études de la Première Phase du RAMS. Considérant le but de la Mauritanie de diminuer sa dépendance envers les importations de céréales et de devenir, avec beaucoup d'optimisme, auto-suffisante en matière de céréales une telle méthodologie est utile pour savoir ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs visés et quel serait l'effet des variations de la pluviométrie sur la production. Comme les données du PIB rural fondées sur les analyses micro-économiques diffèrent des chiffres développés pour le modèle du macro-économique de simulation, ces différences sont traitées dans le paragraphe IV des Options de la Production Rurale.

Comme nous l'avons indiqué avant et comme le rapport présentant le modèle macro-économique de simulation le pointe clairement. L'hypothèse principale est que les obstacles majeurs de développement sont des contraintes financières et que les services de la dette placent une limite aux ressources destinées à financer le développement.

Il existe d'autres contraintes énumérées dans la discussion du modèle macro-économique mais elles ne sont pas considérées comme des variables du modèle. En plus de la pluviométrie, il existe les "facteurs sociologiques" qui doivent être pris en considération si on veut que les investissements deviennent des moyens efficaces pour augmenter la production et le revenu. Les structures sociales et culturelles peuvent influencer les facteurs de la production. Un exemple évident est celle de la propriété foncière. Les investissements dans l'irrigation que les gens ne veulent pas travailler à cause des disputes et de la confusion concernant les droits de propriété et de partage des revenus, sont forcément inefficaces. Un grand nombre d'exemples de ces contraintes, aussi bien que la façon dont on pourrait les résoudre, se trouvent dans les études de la Première Phase du RAMS et dans d'autres rapports. Le Paragraphe IV sur la Production Rurale n'aborde ce sujet qu'en passant.

Deux autres types de contraintes à l'augmentation de la production rurale. (Elles ont également un rôle analogue dans d'autres secteurs), ne peuvent pas être considérées comme variables tant dans le modèle macro-économique que dans le modèle Intrans-extrants. Ce sont la disponibilité et la qualité des services gouvernementaux, et la disponibilité et la qualité de la main-d'oeuvre. Ce sont des domaines dans lesquels le gouvernement désire et doit intervenir, et qui demandent beaucoup de réflexions et de planification. Ces domaines sont en relation avec les phénomènes sociaux mentionnés ci-dessus.

Dans un autre rapport d'options, les services considérés souhaitables, sinon essentiels pour l'augmentation de la production rurale, sont étudiés. La question est traitée dans la Production Rurale. Les conséquences du rapport des options de la main-d'oeuvre et l'emploi sont traitées dans le Paragraphe VI.

Compte tenu qu'il y a d'autres contraintes qui affecteraient les coefficients marginaux de capital dans le sens de les rendre plus élevés que l'espérait mais qui peuvent être améliorés si on fournit des efforts, le modèle de simulation simplifié peut être utilisé pour projeter (et non pas prévoir) quelques sentiers de croissance jusqu'à l'an 2000 qui sont basées sur les différentes hypothèses d'investissement. L'intérêt de ces projections, en comparaison avec les périodes du passé où on ne tenait pas compte de restructions financières, est de montrer que le développement économique est possible si on consacrait de l'attention aux contraintes financières et aux poids de la dette envers l'étranger.

Il faut, toutefois, souligner qu'une connaissance approfondie des rapports investissement/production et de la façon de les améliorer dans l'avenir est nécessaire pour la planning actuel. Ce modèle est conçu pour mieux utiliser de telles informations et pour atteindre systématiquement les objectifs de développement.

Le facteur principal et la question d'intérêt spécial de la formulation des stratégies de développement alternatives et le problème de la distribution du revenu et autres bénéfices du développement. L'histoire économique de la Mauritanie de la période post-indépendance indique clairement que cette situation se détériorera davantage dans le sens relatif et probablement aussi dans les sens absolu, particulièrement avec l'augmentation de la population.

Le modèle macro-économique est un modèle de développement. Les facteurs de distribution de revenus en sont pas pris en considération. Ce sont toutefois des facteurs importants dans le processus de prise de décisions concernant l'allocation des investissements par secteurs et par sous secteurs. Déclarer son intention d'investir dans ce secteur rural

et dans l'industrie qui emploie beaucoup de main-d'oeuvre est l'expression d'un désir d'améliorer la distribution des revenus. L'élément distribution pourrait être explicité dans le modèle. Cela demanderait, toutefois, de la recherche et des analyses qui ne sont pas encore entreprises.

Une approche alternative à des considérations d'égalité est présentée par le concept de Besoins Humains Fondamentaux. Au lieu de traiter directement le problème de la distribution relative des revenus, il s'agit ici d'une tentative de mettre un plafond à la pauvreté. Naturellement, le programme de BF affectera la redistribution des revenus, du moins initialement, par la redistribution directe et éventuellement par l'amélioration de la capacité de gagner un revenu des tranches les plus pauvres de la société.

Le modèle macro-économique ne s'adapte pas facilement à la considération de la composition des BF, et aussi un peu mieux lorsqu'il s'agit du problème du choix entre la croissance et les BF. En développant le modèle, une formule a été construite reliant les BF (exprimée en monnaie) à la croissance globale mais cela suppose que les aspects importants et intéressants de la composition des BF sont explorés dans un travail à part et traités précédemment dans le chapitre V.

Les chapitres qui suivent traitent des éléments des Rapports d'Options de la Phase II du RAMS.

4 Options de Production Rurale

Dans les études d'options de la Seconde Phase, trois études contiennent les projections de la production du secteur rural ou traditionnel (valeur ajoutée) jusqu'en l'an 2000. Le modèle macro-économique de simulation, La méthodologie de calcul du PIB rural et la Production Rurale. Chacune de trois approches aborde le problème sous un angle différent. Différentes variables sont utilisées et différents points sont soulignés pour les autorités mauritaniennes dans leur examen et considération des stratégies alternatives de développement. Il est à noter qu'aucun de ces travaux sont des projections "justes" ou "faux". Ils sont élaborés et utilisés pour illustrer les points importants dont les planificateurs actuels et futurs devraient tenir compte en élaborant les stratégies alternatives. Si en effet, les projections s'avèrent exactes, elles le sont rétrospectivement et non prospectivement.

Pour les données historiques le modèle pour calculer le PIB rural essaie d'améliorer les données existantes en agrégeant plus soigneusement et plus complètement des aspects globaux du PIB rural qui n'étaient jusqu'à présent pas pris en considération. Comme nous l'avons dit précédemment cela donne un PIB actuel plus élevé que les chiffres officiels. L'utilisation des séries statistiques pour calculer le PIB de "bas vers le haut" ne pose pas seulement le problème de l'exactitude du PIB mais fournit également des détails qui aideront aux calculs des relations essentielles dans les décisions d'investissement. Une telle connaissance permet

de savoir les secteurs où les investissements sont les plus rentables et moins dépendants des autres variables qui sont difficilement maîtrisables. D'une manière générale, ce modèle présente une approche nouvelle et originale fait spécialement pour la Mauritanie pour le calcul du PIB.

Le modèle macro-économique de simulation met en relief l'idée que si le gouvernement mauritanien reste prudent en observant les contraintes financières, particulièrement lorsqu'il s'agit de ne pas dépasser un certain taux de la dette, et en même temps de limiter les dépenses de consommation surtout en temps de devises, il y aura suffisamment de fonds pour augmenter la croissance et améliorer la situation de besoins humains fondamentaux. Le modèle présume également qu'il y aura suffisamment de fonds proprement alloués durant la période en question pour assurer que le pays puisse continuer de gagner et augmenter ses devises.

En supposant qu'il existe des fonds disponibles pour l'investissement, le modèle souligne deux questions importantes. La première est la proposition d'investissements totaux qui dans chaque secteur sous secteur? La deuxième est le taux de rendement des investissements obtenu dans ces secteurs. Comme la majorité des investissements à long terme en Mauritanie est le fait du secteur public (y compris des entreprises publiques) et que l'investissement privé peut être et est influencé par les actions du gouvernement, les décisions d'allocation des investissements sont donc politiques. De l'autre côté, le problème de rentabilité dépend de plusieurs facteurs, dont beaucoup sont complexes et échappent au contrôle du gouvernement, bien que les autorités en ont la responsabilité. Ceci est particulièrement vrai pour le cas du secteur traditionnel où les autorités ne peuvent pas prévoir et encore moins contrôler le taux de rentabilité des investissements. Le taux de rentabilité des investissements dans l'irrigation peut dépendre de la façon dont les problèmes fonciers sont résolus. La rentabilité des investissements dans l'agriculture peut aussi être fonction de l'efficacité des services de vulgarisation et du degré jusqu'auquel les agriculteurs assimilent et suivent les suggestions pour l'amélioration de la productivité. La liste potentielle des contraintes et des goulots d'étranglement qu'on doit confronter et résoudre est longue et effrayante. Certains d'eux sont classifiés dans des catégories générales du modèle macro-économique de simulation.

Le modèle de simulation n'apporte pas de réponses spécifiques à ce genre de questions. Il présume certaines relations et obtient mathématiquement les résultats. Il montre ce qui pourrait arriver dans les circonstances ci-décrites ainsi. Si le gouvernement mauritanien désire développer son économie de cette manière il doit créer les circonstances favorables comme par exemple, la promulgation d'une loi foncière réaliste et efficace, assurant son application et peut ainsi aider que les terres nouvellement irriguées puissent atteindre leur plein potentiel de production.

D'après le modèle, les hypothèses concernant l'allocation des investissements par secteurs sont fondées sur plusieurs propositions générales, mais

les chiffres sont arbitraires et on peut effectuer d'autres allocations compte tenu des mêmes conditions générales. Tout d'abord, le gouvernement mauritanien a dans beaucoup d'occasions affirmé sa volonté de moins dépendre économiquement des aides extérieures. L'élément important de cette volonté est la réduction sinon l'élimination du déficit céréalier tout en maintenant l'autosuffisance en viande.⁴⁾ Un objectif qui est intimement lié à l'accroissement de la production agricole est la réduction du taux de migration rurale vers les centres urbains, qui est en relation étroite avec le désir d'investir dans les entreprises rurales qui demandent beaucoup de main-d'oeuvre plutôt que dans celles qui sont financièrement rentables mais situées à Nouakchott ou dans les autres centres urbains. Ces facteurs parlent en faveur d'une allocation des investissements plus substantiels dans le secteur rural ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent. La disponibilité des devises a fait que les investissements se sont concentrés dans l'industrie minière et dans la pêche. La satisfaction des Besoins Humains Fondamentaux demande une certaine allocation des investissements dans le secteur de services gouvernementaux. Certains projets d'infrastructures financés par le gouvernement soutiennent le secteur rural. La principale fonction du Plan de Développement est de balancer et choisir ces demandes d'investissements en compétition entre elles, dans le cadre des objectifs de développement du gouvernement, compte tenu de l'allocation. Vu des fonds d'investissements par secteurs et par sous-secteurs, la production totale sera alors fonction de la rentabilité de ces investissements. Pour les besoins du modèle, le rendement des investissements est le coefficient marginal de capital. Il exprime combien il faut investir d'UM dans un secteur pour obtenir un ouguiya de production (valeur ajoutée). Plus le rapport est élevé, plus le taux de rentabilité est bas.

Il existe peu de données empiriques disponibles pour calculer ce rapport dans le passé, bien qu'une recherche supplémentaire et une analyse utilisation les études de la Première Phase du RAMS puissent sans doute apporter plus de clarté dans ce domaine. Lorsqu'on projette ces rapports dans l'avenir jusqu'à l'an 2000, on doit faire hypothèses hardies, courageuses.

Le rapport entre l'investissement et la valeur ajoutée par secteur pour la période de 1975 à 1979 (à l'exception des mines à cause de l'interruption provoquée par le conflit du Sahara) a été pris dans le modèle macro-économique comme point de départ. Le CMC (coefficient marginal de capital) pour le secteur traditionnel était par exemple de 4,3 un taux relativement élevé en comparaison avec beaucoup d'autres pays mais beaucoup plus bas que celui calculé pour l'industrie, les travaux publics et les constructions en Mauritanie.

4) Il faut noter que autosuffisance en céréales, viande et poisson ne signifie pas autosuffisance alimentaire. Les importations de thé et de sucre sont plus élevées en valeur que le PIB du secteur agricole. Le blé est aussi un produit d'importation important.

Ces CMC ont été ensuite utilisés pour projeter le développement jusqu'en l'an 2000. A partir de cette base, le taux de croissance était beaucoup plus élevé que dans les périodes précédentes, particulièrement celles de la période du passé immédiat, parce que les fonds sont supposés rendus disponibles par l'observation prudente des contraintes financières et parce que les investissements étaient alloués secteur rural qui a un CMC considérablement plus bas.

Si la projection d'un CMC de 4,3 pour le secteur rural devrait être considérée comme une continuation de la tendance actuelle, on peut donc s'attendre à une situation de rendement des investissements plus favorables dans l'avenir. De là, on a calculé deux autres scénarios pour le secteur rural, basés sur les CMC de 3,6 et de 2,9, des chiffres arbitraires utilisés pour illustrer le processus du modèle. Toutes les trois courbes de production sont montrées dans le graphique I. Elles indiquent les taux substantiels de croissance plus élevés que ceux élaborés dans les autres rapports d'options. Il est à souligner que ce ne sont pas des prédictions. Ce sont des projections fondées sur les hypothèses implicites aussi bien qu'explicites qui peuvent ou non être réalisées soient parce que les actions nécessaires ne sont pas considérées par le gouvernement, soient parce que les mesures entreprises ne sont pas suffisamment efficaces.

Le rapport méthodologique pour le calcul du PIB rural prend comme base le développement de données historiques sur la production rurale en valeur ajoutée ou le PIB aux coûts des facteurs. Les données sont dérivées de la sommation de 34 séries statistiques de données par type de production, (ex. les cultures, l'élevage) plutôt que par secteur d'agriculture de décrue, sous pluie ou irriguée qui sont des catégories utilisées dans les allocations des investissements plus globales.

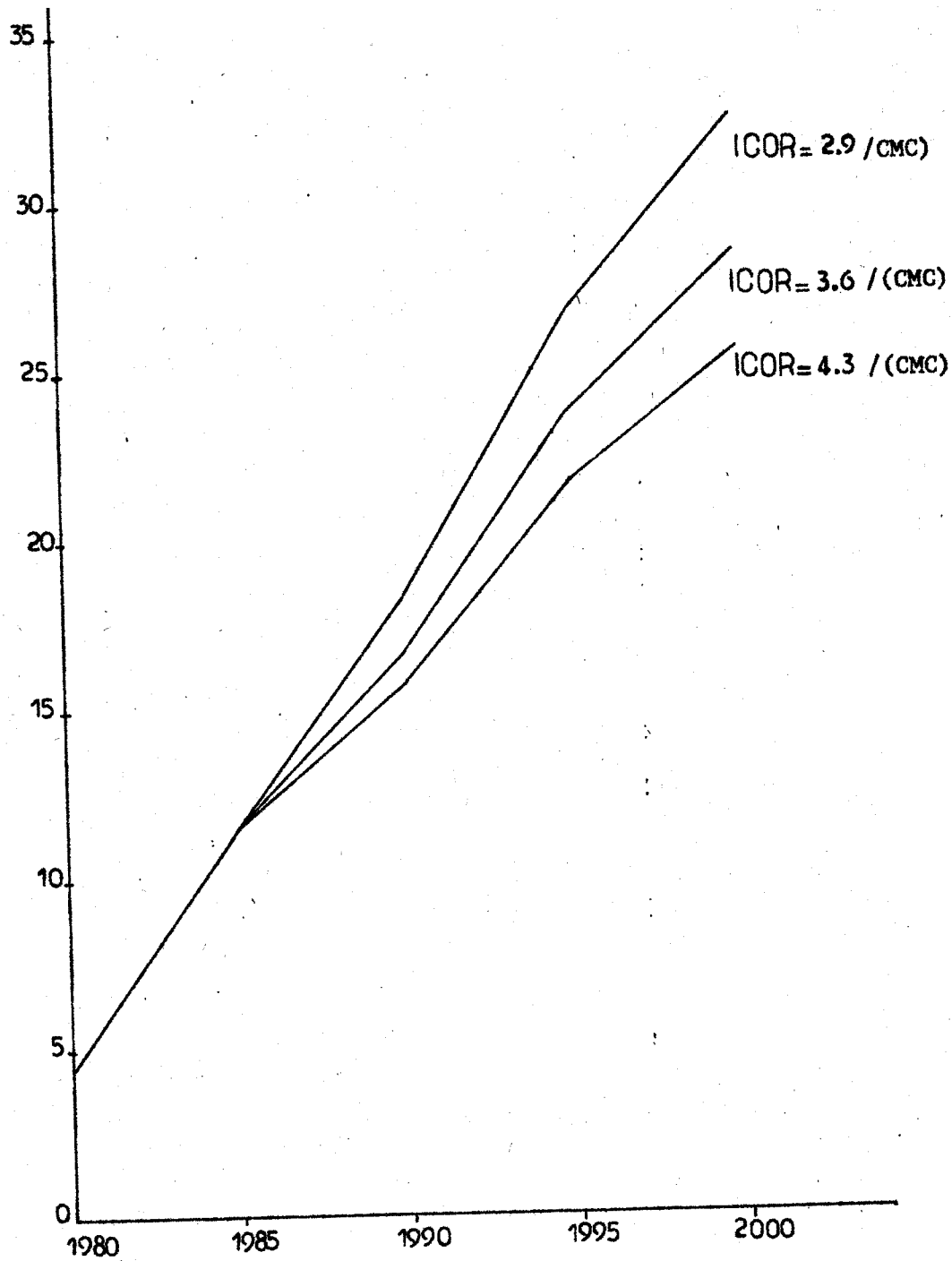
Le développement de ce grand nombre de séries statistiques est effectué avec l'intention spécifique d'additionner des activités ou produits du secteur rural qui jusqu'à présent n'étaient pas ou étaient mal présentés dans les données statistiques actuelles. Ainsi le PIB du secteur rural traditionnel était en 1980 estimé par cette méthode à 9,5 milliards d'UM ou de 43% plus élevé que les chiffres officiels contenus dans le rapport du FMI d'avril 1980. Les nouvelles données de production ont été rajouté, telles que la volaille, certains aspects de la sylviculture, le commerce informel par dessus des frontières avec le Mali et le Sénégal. La détermination de "l'exactitude" de chiffres, du rapport du FMI et de ceux du Cadre pour le cal du PIB rural, demandera un examen et une analyse profonde de données fondamentales et de la façon dont elles sont rassemblées. Cet examen n'est pas situé dans le domaine de RAMS.

Ces nouveaux aspects des données de la production ne facilitent

Graphique I

Projection du PIB du Secteur Rural basée sur le Modèle
des Simulations Macro-Economique avec Différents Coefficients
Marginaux de Capital (CMC)

(Milliards UM, 1980)



nécessairement pas les projections dans l'avenir. Ils assurent toutefois une plus large base de données et permettent une décomposition plus fine des projections en un plus grand nombre de composantes dont les sentiers de croissance peuvent différer.

Ces données peuvent être utiles à l'évaluation et à la décision dans les propositions d'investissements. L'une des réussites importantes du cadre consiste à tenter de déterminer laquelle des composantes de production de l'élevage (à l'exception des volailles) sont très dépendantes de variations de la pluie. Pour ces genres de production, la pluviométrie et l'investissement sont des conditions nécessaires mais jamais suffisantes en elles-mêmes pour garantir une croissance soutenue de la production qui soit égal aux besoins de la population et aux objectifs du gouvernement. Dans un rayon étroit, la pluviométrie et l'investissement sont supposés être interchangeables c'est-à-dire certains investissements soutiendront ou fourniront une petite croissance dans la production, même avec une chute modérée dans la pluviométrie et vice versa. Cependant cette relation n'a pas été quantifiée.

En utilisant des données sur la pluviométrie depuis 1920 on a élaboré trois scénarios de pluviométrie équi-probables de vingt ans. On a établi une équation pour calculer la production en fonction de la pluviométrie et ensuite testé l'équation avec les séries statistiques de données pluviométriques. Trois projections de production de l'élevage sont faites pour la période 1980 à 2000 comme dans le graphique II on a utilisé l'UBT (unité de bétail tropical, mesure de la capacité de charge des pâturages), pour mesurer la production. L'utilisation de l'UBT vient du fait que d'après l'expérience mauritanienne, les éleveurs ont tendance à accroître leur cheptel à une limite plus élevée que la capacité de charge des pâturages. La superficie des pâturages est plus ou moins fixe, le nombre d'UBT dépend de la pluviométrie. Ainsi le lien entre la pluviométrie et la production animale semble être clair.

Il y a 2 hypothèse implicites dans les projections. La première hypothèse est que les investissements dans l'élevage ne résultent pas dans une extension des pâturages. Les projections sont basées sur la tendance, les pratiques et les politiques actuelles qui ne comportent pas le forage des puits dans les régions vierges.

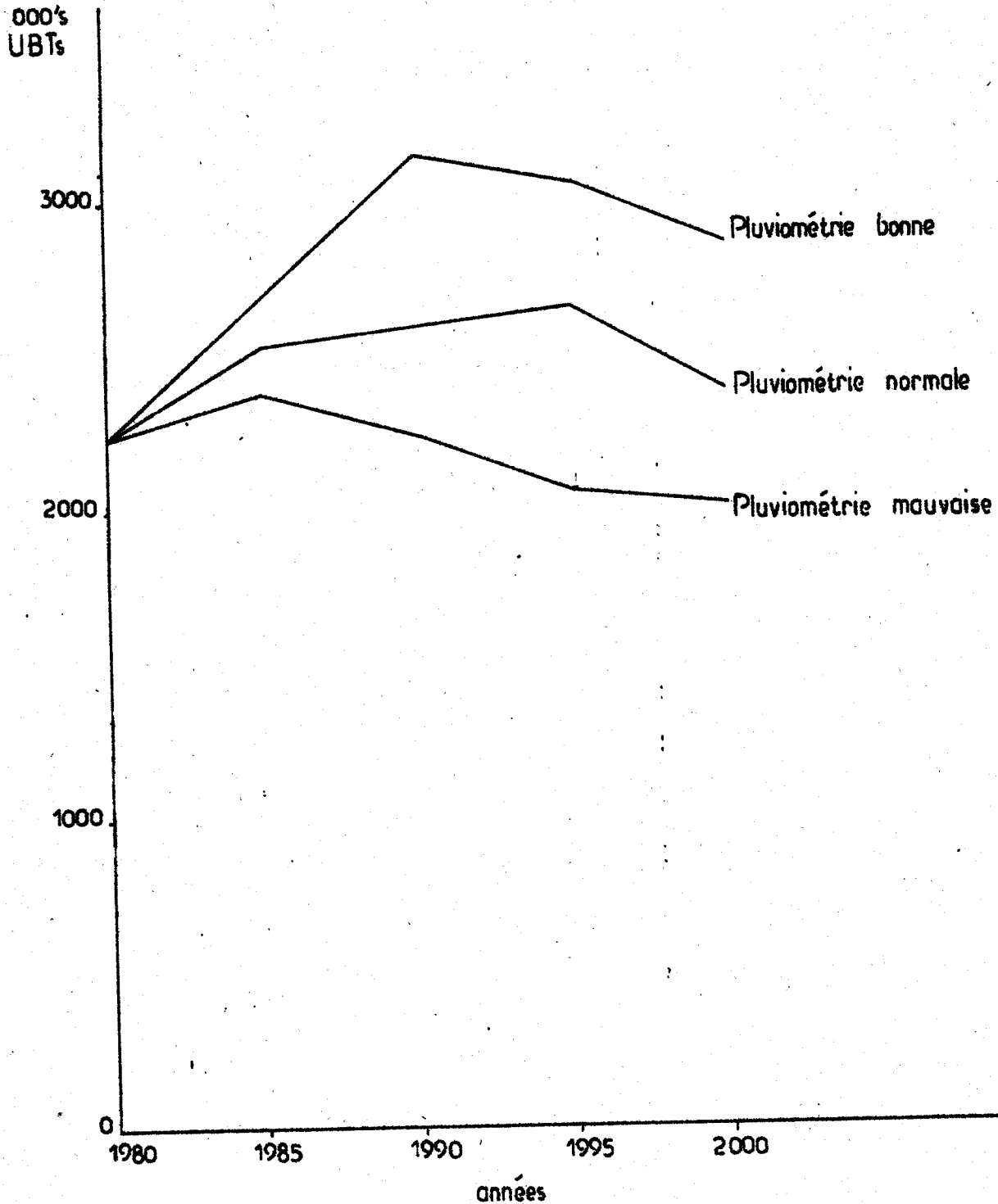
La deuxième hypothèse est que les éleveurs continueront de se comporter comme avant, ajustant le nombre d'animaux aux possibilités des pâturages. Ceci ne constitue pas un bon équilibre : le cheptel s'accroît ou décroît selon les possibilités de fourrages. L'accroissement du cheptel dépend aussi des prix de la viande mais ici les prix ne sont pas pris en compte pour les projections.

Quelques mots pour expliquer le graphique II. Les 3 scénarios de pluviométrie commencent avec le niveau d'UBT de 1980. Il est certain que

Graphique II

Production du Secteur Elevage basée
sur les différents scénarios de plu-
viométrie

(milliers UBT)



l'amélioration de la production animale dans les 3 scénarios, même dans le scénario de pluviométrie faible est faite avec l'hypothèse une pluviométrie supérieure au passé récent. La production la plus élevée pourrait arriver en 1990 et correspondre à 3,15 M. d'UBT ce qui est en accord avec le nombre d'UBT existant avant la grande sécheresse. Ainsi les projections n'excèdent pas ce qui est admis comme possible. La production animale la plus basse pourrait se passer en l'an 2000, montre que la production tombe à un niveau bas au moment où la population s'est déjà accrue de 64% par rapport au présent.

Le point important est que la période de ces 3 scénarios sont tout à fait arbitraire. L'un ou plusieurs de ces scénarios peuvent changer et la période de l'an 2000 ne permet pas de montrer une image plus claire des scénarios. Le graphique montre ce qui peut se passer mais ne montre pas ce qui va se passer.

Il existe un autre aspect important de l'analyse du PIB rural. Par l'utilisation du modèle simplifié d'Intrant/Extrant, il montre les relations entre les industries et la relation entre la production et la valeur ajoutée sur la base de produit par produit ou secteur par secteur, pourrait aider au calcul des CMC à ce niveau de désagrégation. Lorsque les estimations du CMC sont effectuées au niveau sectoriel ou sous sectoriel on obtient une moyenne dans les investissements dans les différentes productions d'un même secteur. Il s'ensuit que les hypothèses concernant le rapport investissement/Valeur ajoutée ou la performance du passé des séries statistiques, peuvent s'avérer meilleurs indicateurs de la réalité que si elles étaient dérivées des larges données globales.

Beaucoup de travail sont à faire pour affiner les séries si l'on veut les rendre utiles. A ce point les analyses et données de la Phase I peuvent être utiles à cette fin.

Le rapport sur la production rurale est élaboré pour indiquer des différents genres de projections que l'on peut faire en supposant des niveaux différents d'investissements dans les sous secteurs variés de l'agriculture aussi bien que dans l'élevage ou dans la pêche. Cette décomposition est faite pour démontrer que la production dans les différents domaines du secteur rural répond différemment aux investissements. Les investissements dans le secteur de l'agriculture sous pluie sont complémentaires aux intrants technologiques. Ceux dans l'élevage sont hautement dépendantes de la pluviométrie. Les investissements dans l'irrigation demandent à haute intensité de capital. La pêche est divisée en pêche fluviale et maritime, artisanale et semi industrielle, chacune demandant différents genres de programmes d'investissements. La pêche industrielle est classée en dehors du secteur rural.

La question concernant le genre de technologie améliorée et comment introduire cette technologie dans l'agriculture est traitée dans un autre rapport sur le Cadre Agricole Institutionnel. Il a été supposé que si on investit dans les semences améliorées, l'engrais, les pesticides etc. ces intrants seront convenablement utilisés car des investissements adéquats seront déjà faits dans la recherche, dans la vulgarisation, dans le système de crédit et dans d'autres domaines. Les investissements pour le développement de ces institutions ne seront pas trouvés dans le secteur rural privé mais plutôt dans le secteur public. Le coût de ces investissements est estimé séparément et discuté par la suite.

Les projections de la production rurale tiennent compte des obstacles sociaux à surpasser, mais ne prennent pas ces contraintes en compte dans les projections. Il a été supposé que ces problèmes peuvent et seront résolus. Les projections pour les différents niveaux d'investissements seront réalisés si (un grand SI) a) les agriculteurs et les éleveurs acceptent d'adopter des techniques de production plus modernes et plus pratiques et si on leur assure des moyens pour les réaliser et b) si tous ces obstacles sociaux provenant de la structure traditionnelle et complexe, et qui ont influencé sur l'économie sont éliminés.

Ayant cette idée dans l'esprit, les sous secteurs du secteur rural sont examinés à la lumière de trois options et de quelques autres variations :

1. L'investissement adéquat pour atteindre l'autosuffisance céréalière et maintenir l'autosuffisance en viande et un excédent dans la pêche ;
2. Une continuation des tendances actuelles que le gouvernement mauritanien a déjà jugé loin d'être satisfaisante ;
3. Un objectif intermédiaire qui comprend un progrès considérable mais qui n'atteint pas une autosuffisance complète.

En outre, pour chacun de trois secteurs principaux on a projeté une estimation de main-d'œuvre nécessaire. Il est à noter que le rendement en terme de production et de valeur ajoutée tendent à mouvoir ensemble.

Le secteur agricole est subdivisé en agriculture sous pluie, l'irriguée et agriculture des oasis. L'agriculture irriguée est ensuite divisée irrigation de décrue et au sens propre. L'agriculture de décrue a deux sous divisions. Du point de vue de technologies, l'agriculture de décrue est classifiée avec l'agriculture sous pluie.

Les principales variables examinées dans le secteur agricole sont le niveau de technologie ; l'utilisation des semences améliorées, des

engrais, des insecticides de la culture intercalaire et des crédits pour faciliter l'adoption de nouvelles techniques. Le rapport distingue :

T₁ = technologie traditionnelle (actuelle)

T₂ = technologie améliorée

T₃ = technologie moderne.

Les options T₁ et T₂ sont définies applicables à l'agriculture sous pluie et de décrue, et T₃ serait applicable à la culture irriguée. Les coûts totaux sont les coûts supportés directement par les agriculteurs et à l'aménagement des périmètres irrigués. Ils ne comprennent pas les coûts de vulgarisation qui permettent la mise en application de ces nouvelles techniques.

Pour l'agriculture sous pluie et de décrue deux options sont actuellement présentées : la continuation de tendance actuelle et le choix pour les améliorer sans la mécanisation mais en incluant toutefois la traction animale.

La différence en production évaluée résultant des augmentations en investissements relativement petites est substantielle va de 54.000 tonnes de céréales, représentant 18% de demande totale en 1980, à 96.000 tonnes, représentant 30% de demande totale avec une population accrue. Ceci peut être plus évident avec le graphique III.

Il est à noter que bien que l'agriculture sous pluie soit incluse, les projections ne prend pas en compte les variations de la pluviométrie. Ceci est dû, en partie, au fait que l'agriculture de décrue, très sujette à la pluviométrie, se constitue seulement qu'un petit pourcentage (13%) du total mais aussi au fait qu'aucune relation du rapport investissement/pluviométrie n'a été quantifié.

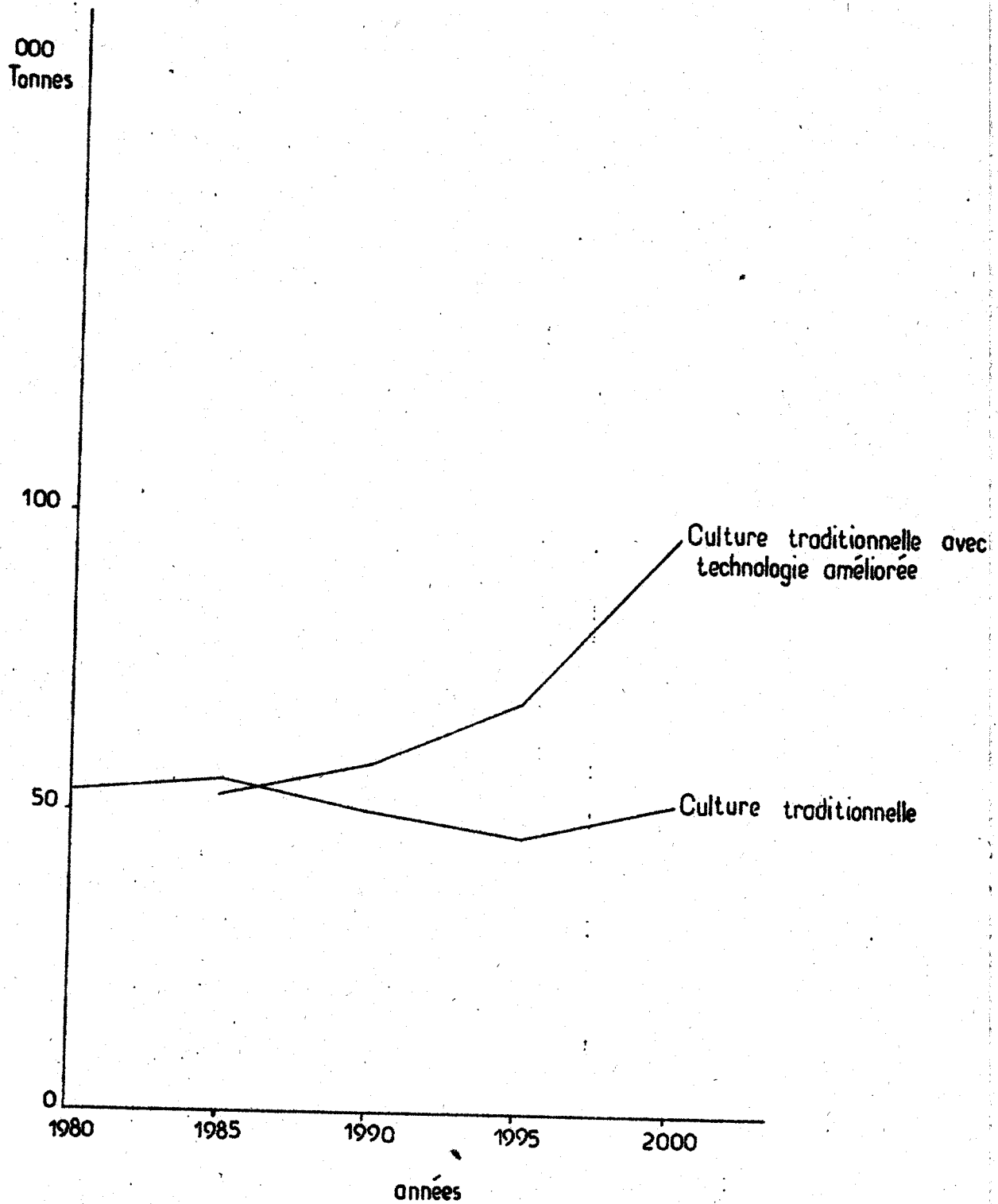
Il est supposé que les conditions de pluviométrie sont normales 4 années sur 5. Dans la zone d'agriculture sous pluie recevant 450 mm ou plus, cette hypothèse a une probabilité statistique valable à long terme : Il reste à savoir si les agriculteurs veulent ou non encourir les coûts supplémentaires fondés sur ce genre de risque. Les formules d'assurance de la récolte peuvent exister pour les aider à supporter ce risque.

L'option T₃ représente la technologie moderne à utiliser dans l'irrigation. L'hypothèse est que les investissements importants pour l'irrigation ne seraient pas exécutés sans que la technologie nécessaire pour garantir cet investissement soit employée.

Trois options sont projetées pour le cas T₃ représentant le taux

Graphique III

Production agricole pour les Secteurs
Sous Pluie et Culture de Décru, basée
sur différents niveaux de technologie



d'aménagement des périmètres, c'est-à-dire l'expansion des périmètres. A l'intérieur de ces options il y a deux hypothèses concernant les rendements (qui peuvent être considérés comme des variations de technologie appliquée). Il existe également deux variations pour chaque rendement quant à l'introduction de la double culture quoique cela concerne uniquement que la période de 1985 à 1990. A partir de cette base il y a douze alternatives bien que six d'elles relatives à la double culture et sont d'une signification minime. Les alternatives et variations sont montrées dans le graphique IV.

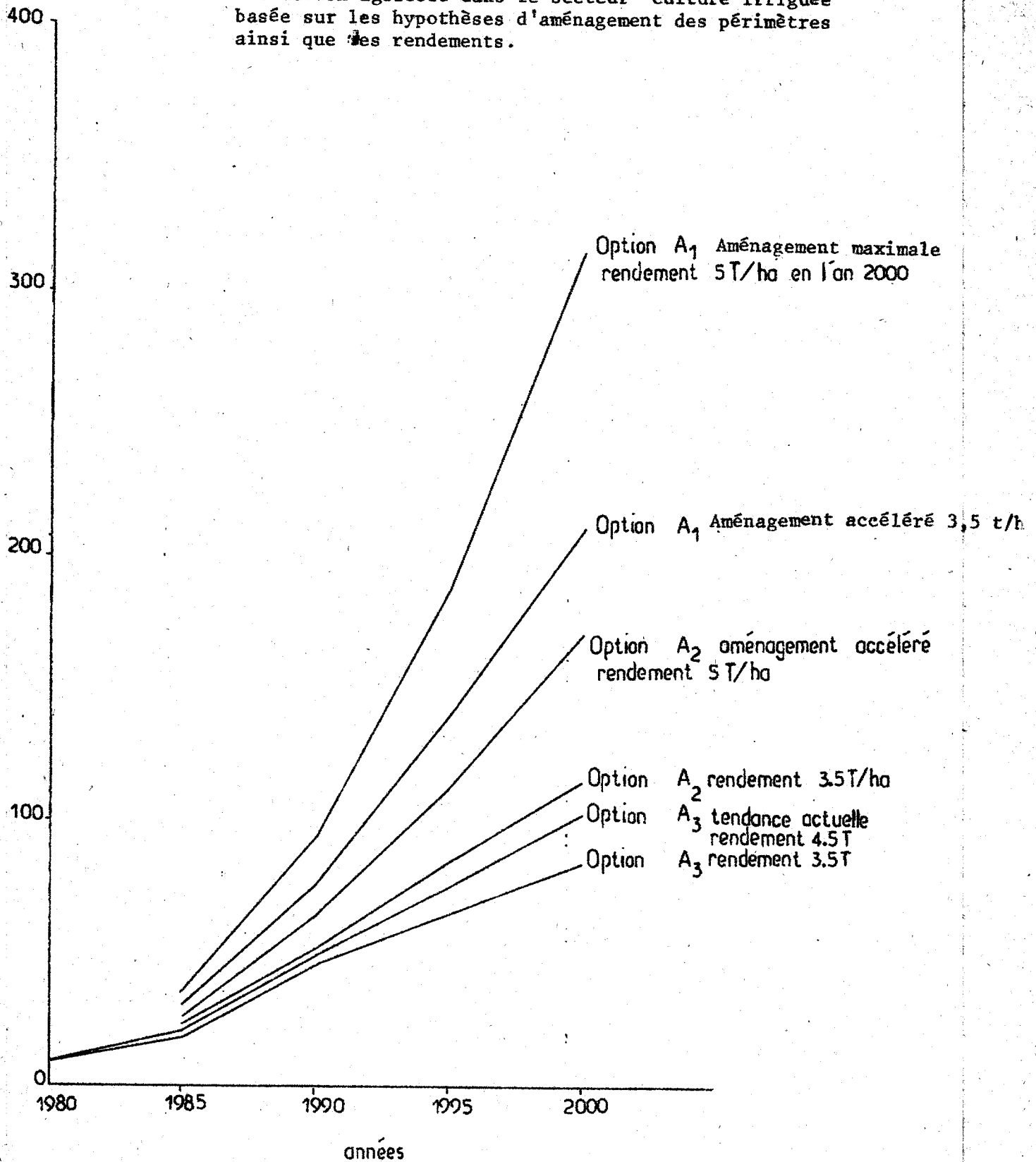
Le sous-secteur des oasis est projeté avec trois options de technologie qui dépendent des investissements dans la protection contre la dégradation de l'environnement et deuxièmement, de la création de nouveaux écosystèmes pour mobiliser des ressources en eau en profondeur. T₁ représente la continuation de la tendance actuelle et comprend le niveau actuel de technologie. L'option T₂ comprend des mesures supplémentaires pour la sauvegarde des oasis existantes en plus du développement de pratiques culturelles. T₃ comprend les mesures faisant partie de la T₂ en plus d'un investissement supplémentaire dans la création de 500 ha d'oasis. Avec l'option maximum la production serait plus que doublée vers l'an 2000 sur la base d'un CMI de moins 1. Il faudrait remarquer que l'agriculture des oasis ne compte actuellement que 5% du PIB rural et son augmentation en valeur est très élevée par rapport au reste du secteur agricole quoi que les terres disponibles sont limitées.

Le secteur d'élevage offre la possibilité d'une expansion considérable, mais seulement à long terme. Dans le court et moyen terme les possibilités sont moins importantes que celles offertes par les autres sous secteurs du secteur rural et cela pour deux raisons fondamentales. Premièrement, le niveau actuel de la production de l'élevage est raisonnablement en bon équilibre avec ses ressources disponibles relativement aux autres sous secteurs. Il existe des limites auxquelles l'état actuel des pâturages et des conditions de pluviométrie peuvent s'accommoder avec une croissance du cheptel. Il y a quelques problèmes de santé animale et d'exploitation qui pourraient être améliorés mais, d'une manière générale, la production de l'élevage sur une base extensive est proche d'être maximisée. Les races existantes semblent être adaptées à l'environnement. La raison pour le maintien du système d'élevage extensif est que l'utilisation des terres est plus efficace dans le cas où elles peuvent être utilisées pour produire l'alimentation humaine. Si le produit de la vente de l'élevage est suffisamment rémunératrice pour le producteur et pour payer les importations de céréales qui peuvent être produites dans les terres destinées à la culture des fourragères à ce moment il serait payant d'avoir un élevage intensif, ce qui n'est pas le cas de la Mauritanie.

De plus, une partie importante de la production animale mauritanienne est exportée (officieusement clandestinement pour obtenir les devises convertibles qui sont en partie rapatriées sous forme de devises ou de biens. Pour le cas d'un pays déficitaire en céréales comme le cas de la Mauritanie, un changement des investissements vers la production intensive doit

Graphique IV

Production agricole dans le secteur "culture irriguée"
basée sur les hypothèses d'aménagement des périmètres
ainsi que des rendements.



être considéré dans l'optique des coûts directs des services adjacents et des coûts alternatifs d'importation des céréales non produites. Dans ce cas le coût semble être excessif et hors de proportion avec les rendements attendus. L'élevage intensif ne semble pas être une alternative viable. Ceci ne veut pas dire que l'élevage intensif basé sur les sous produits de l'agriculture n'est pas économiquement valable mais il concernera probablement qu'une petite fraction de la production animale.

La deuxième raison de la possibilité limitée d'accroître dans le court et moyen terme de l'élevage est la dégradation des pâturages qui demande du temps pour régénérer. Ceci ne peut être surmonté que grâce à un programme de gestion des pâturages, un processus long mais utile. En effet c'est les bénéfices d'un programme global de gestion des pâturages qui permettra à la Mauritanie de retenir sa position d'exportateur de bétail tout en fournissant suffisamment de viande pour une population en croissance en l'an 2000. Mais dans les 20 ans qui suivent, le pays peut être à l'aise au point de vue production animale s'il peut atteindre le niveau de production d'avant la sécheresse, par l'adoption d'un programme de gestion des pâturages adéquat. Sans ce programme de gestion des pâturages la production animale peut s'accroître pendant quelques temps pour ensuite décroître peut être d'une façon permanente. Ceci présenterait le spectre d'une Mauritanie joignant le rang des pays importateurs de viande ou devant changer d'une façon drastique le régime alimentaire.

Les expériences du passé montrent que les éleveurs vont accroître leur troupeau jusqu'à la limite de la capacité de charge des pâturages et voire la dépasser. C'est la grande cause dans l'abus de l'utilisation des pâturages surtout autour des points d'eaux, pendant les années de sécheresse. Les animaux sont morts de faim, pas de soif car la végétation a été détruite par le surpâturage et le piétinement. Plus encore, la maigre végétation qui permettait de stabiliser les dunes de sable a aussi disparue après le passage des troupeaux. Les dunes sont devenues mouvantes. De larges superficies sont dégradées jusqu'au point où certains experts ont douté de la capacité de la nature de régénérer. Le problème de désertification est devenu un souci majeur.

La dégradation s'est faite sur les pâturages représentant 64% du potentiel de la capacité de charge du pays. Les 34% restant représentent les pâturages inutilisables faute d'eau et de puits. Du fait de leur non-utilisation, les pâturages inutilisés sont un potentiel riche en nutrition pour les animaux. S'il y avait des points d'eau dans ces régions, ces pâturages seraient aussi dégradés. Ouvrir ces pâturages par la création des points d'eau sans un programme de gestion des pâturages pour leur utilisation rationnelle serait de planifier la dégradation des terres plutôt que leur développement.

La gestion des pâturages doit commencer assez tôt et en même temps avec l'établissement des points d'eau et d'une superficie pas plus grande de ce qui est possible de contrôler. Ceci permettrait aux pâturages dégradés d'avoir

le temps de se régénérer. Il y aura pas d'augmentation substantielle de la production animale pour au moins 10 ans et probablement plus long encore car il faudrait au moins cette période de temps pour établir un programme de contrôle et pour que la nature puisse se régénérer. Après 10 ans d'efforts de la part du gouvernement et des éleveurs organisés en coopératives, on pourra espérer atteindre un nombre d'UBT supérieur à la période pré-sécheresse. C'est à ce moment que le gouvernement peut considérer un programme d'augmentation à long terme de la production si cet accroissement est en harmonie avec l'utilisation rationnelle des pâturages.

La gestion des pâturages couplée avec une amélioration dans les services de l'élevage constitue l'option élevée pour les investissements. A cause de la période de temps et de l'absence d'augmentation significative de la production pendant cette période de temps, l'option maximale n'est pas projetée. Elle doit attirer l'attention du gouvernement et des études complémentaires doivent être entreprises car sans ce plan, la production de viande et de lait mauritanienne ne pourra pas satisfaire la demande intérieure de consommation à la fin du siècle. Le rapport complémentaire du secteur élevage discuté plus en détail de ce problème.

L'option moyenne pour l'élevage couvre une amélioration des services de l'élevage sans l'ouverture des nouveaux pâturages. L'option basse est la continuation de la tendance actuelle. A cause de la variabilité des pluies et de l'impossibilité de prévoir il est académique de postuler des investissements pour une option ou une autre. La gestion des pâturages est la clé de la survie à long terme tandis qu'à court terme, les pare-feux, la santé animale et les aliments pour animaux peuvent réduire les pertes en temps de désastre. Pour cette raison, la projection pour les 3 scénarios de pluviométrie ne concerne seulement que la continuation de la tendance actuelle.

La capacité de charge pour les pâturages est projetée pour les 3 scénarios de pluviométrie dans le rapport de la méthodologie de calcul pour le PIB comme le nombre de têtes de bétail dépend de la disponibilité en nourriture, la production est fonction directe de la capacité de charge quoiqu'il existe un certain délai. Il peut être dit sans exagération qu'en ouvrant des nouvelles zones de pâturages avec tout un programme de gestion de pâturages, c'est aussi important pour l'avenir de la production de l'élevage que l'est le projet Guelbs pour l'industrie minière avec en plus de cela le fait que les pâturages sont une source renouvelable.

Le graphique 3 montre les projections en terme d'UBT, mesure de la capacité de charge dans la zone du sahel. Il joint de la quantité de pâturages requises pour nourrir les différents animaux ex un chameau = 1 UBT/an et dans un endroit où les pâturages sont classés 0,1 UBT/ha il faudrait 10 ha pour nourrir un chameau. Un bovin est 0,75/UBT/ha/an et 1 ovin ou caprin 0,15 UBT. la tendance dans les projections est du aux variations annuelles de la pluviométrie et des changements de la végétation. Cette relation est discutée dans le rapport méthodologie de calcul du PIB.

Les scénarios de bonne et la mauvaise pluviométrie permettent une amélioration de la production de 8% à 28% supérieure à la production actuelle. Cependant avec une croissance de la population de 64% en l'an 2000, il semblerait que le surplus exportable actuel serait et pourrait être insuffisante pour satisfaire la consommation intérieure pour le cas où la pluviométrie est mauvaise pour une longue période.

La demande intérieure au point de vue viande est calculée dans le rapport du RAMS sur la nutrition. Ces besoins nutritionnels sont présentés séparément pour le secteur rural et moderne. Les projections montrent que si la pluviométrie est mauvaise il y aurait un déficit en viande vers le milieu de 1990. Cet état de chose peut être remédié par les investissements dans l'option E₂ qui permet d'accroître le taux d'exploitation pour un même nombre de têtes.

Si la pluviométrie est normale, il y aura une autosuffisance en viande mais le surplus qui est maintenant exporté sera consommé par l'accroissement de la population.

Le secteur de la pêche est considéré comme un domaine de la production mauritanienne avec un potentiel considérable pour le développement. Cet optimisme est fondé sur deux considérations. La première consiste dans la possibilité d'augmenter la pêche à l'intérieur du pays par l'aquaculture, c'est-à-dire en augmentant des bassins simultanément avec l'expansion des périmètres d'irrigation pour la riziculture. Cela représentera un supplément de la pêche fluviale actuellement dépendante de la crue du fleuve Sénégal qui varie avec les précipitations dans les montagnes en Guinée. La production serait ainsi non pas seulement accrue mais également stabilisée. La deuxième opportunité serait de tirer un meilleur profit de ressources maritimes actuellement en plus grande partie exploitées par des flottes étrangères. Il y aurait également des possibilités accrues pour la pêche artisanale maritime ainsi que pour le traitement de poisson qui ne fait pas partie du secteur rural.

Une fois de plus, on a trois options pour la pêche. L'option P₁ se rapporte à la mise en place d'une flotte industrielle nationale, après avoir atteint l'option P₂, qui implique la pêche côtière améliorée jusqu'à devenir une pêche maritime semi-industrielle, ainsi que de la pêche fluviale améliorée. La différence entre la pêche artisanale, semi-industrielle est fonction de la taille et de la capacité de bateaux, de la durée du temps qu'ils restent en mer, donc de leur portée et finalement du degré de traitement et de conservation qu'ils peuvent réaliser en mer.

La pêche industrielle est une industrie complexe et sophistiquée. La Mauritanie devra apprendre des flottes étrangères et peut être devra les persuader à partager leur connaissance comme une partie du prix pour leur permettre de pêcher dans les eaux mauritaniennes. Jusqu'à présent la coopération en matière de formation et des entreprises mixtes ont été plutôt sur papier que réelles. Le développement de la capacité de pêche semi-industrielle sera un pas nécessaire vers l'acquisition d'une flotte de pêche industrielle. Cela peut être difficile à réaliser.

L'option P₂ est la continuation des tendances actuelles. Les coûts et la production anticipée des trois options sont montrés dans le graphique V.

Les évaluations de la production ont été comparées avec la demande nutritionnelle dérivée de l'étude à ce sujet. Deux facteurs y émergent. Une grande partie de demandes nutritionnelles actuelles peut être satisfaite par les ressources en poisson. Même la production de pêche de l'option P₂ pourrait être augmentée jusqu'au point d'excéder l'accroissement de la demande.

L'étude des options de la production rurale combinent des options dans des différents sous secteurs sont présentées sous trois grandes options dans l'élaboration de la stratégie de développement. Vu les variantes présentées, il existe trois grandes combinaisons possibles. Les combinaisons choisies sont :

Option A qui maximalise des différentes possibilités et de ce fait indique des coûts d'investissements nécessaires jusqu'à l'an 2000 pour atteindre l'autosuffisance en céréales, maintenir l'autosuffisance en viande, développer le potentiel de la pêche industrielle aussi bien que pour élaborer un programme d'aquaculture qui produirait un surplus pour l'exportation .

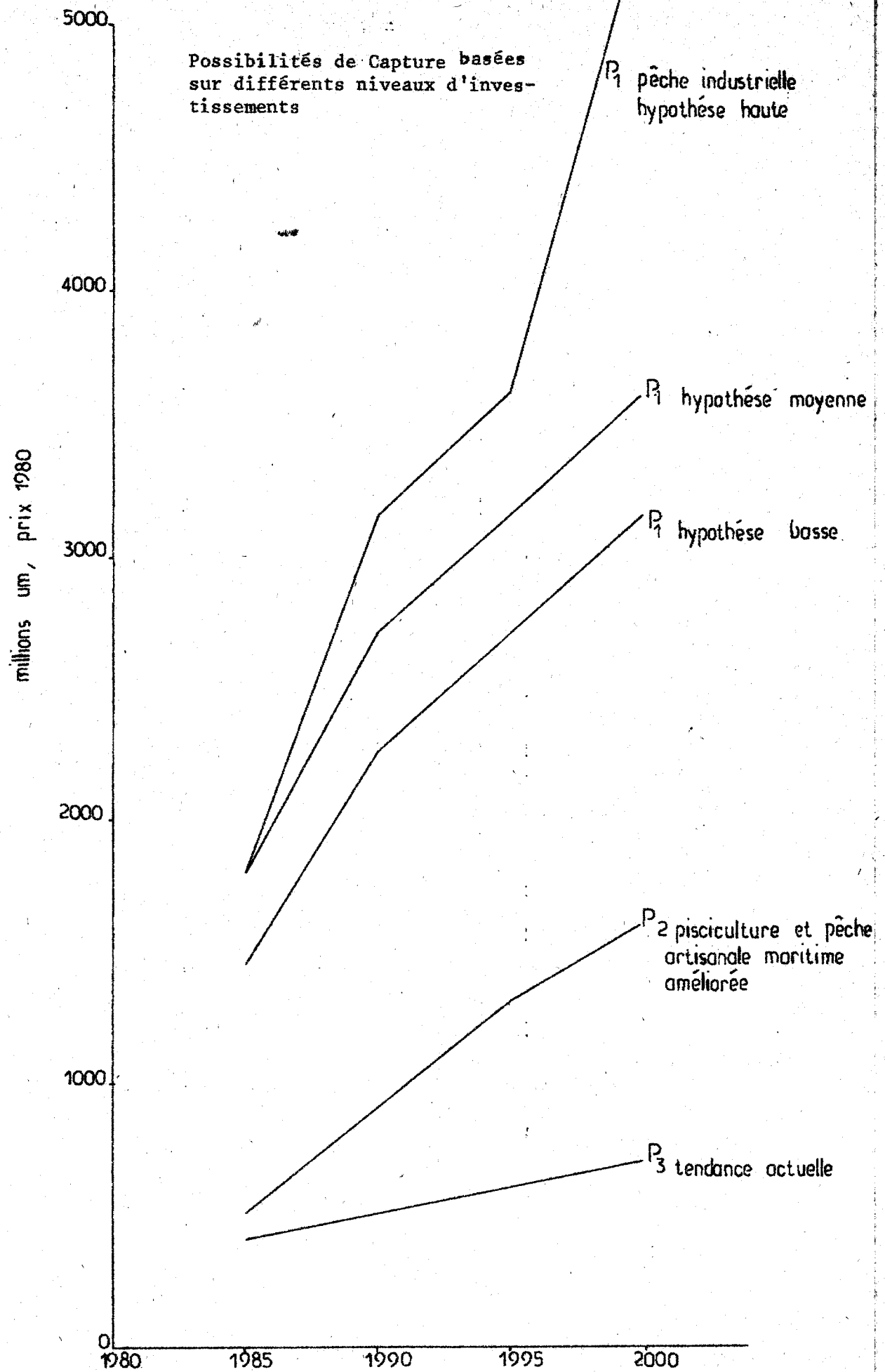
Cette option suppose l'utilisation de techniques améliorées mais non pas la mécanisation pour l'agriculture sous pluie couplée avec un maximum d'irrigation où on emploie des techniques modernes et la récolte de riz est sensée atteindre 5 tonnes par hectare vers l'an 2000. La culture des oasis est sensée comprendre les mêmes de protection contre la dégradation, l'augmentation des terres de 500 ha d'oasis et l'emploi de techniques améliorées. Pour l'élevage on a utilisé le scénario de pluviométrie et des investissements maximum sont prévus pour l'amélioration de l'élevage, de la santé animale et pour l'ouverture de nouveaux pâturages avec un programme de gestion des pâturages et des conditions améliorées (eau et fourrages) le long des routes transhumance.

En ce qui concerne la pêche, l'Option A comprend le développement de l'aquaculture pour la pêche continentale, les techniques améliorées pour la pêche côtière artisanale et la mise en opération d'une flotte semi-industrielle substantielle qui devrait se transformer dans l'avenir en industrielle. Un niveau de possibilité de capture est supposé dans cette option.

L'Option B qui est une option intermédiaire est probablement une alternative plus réaliste et comporte le développement de l'aquaculture et l'amélioration de la pêche artisanale maritime. On notera que les objectifs ne seront pas automatiquement atteints car il y a beaucoup de contraintes non analysées, dans ce texte mais qu'on devra néanmoins surmonter.

Pour l'agriculture sous pluie on a même le cas que dans l'option A, c'est-à-dire, les techniques améliorées, l'emploi des semences améliorées,

Graphique V



d'engrais, d'insecticides, la traction animale, mais la mécanisation n'y est pas comprise. Pour l'agriculture irriguée on a postulé une allure plus modérée en ce qui concerne la mise en culture de terres supplémentaires mais on a toutefois prévu une récolte de 5 tonnes par ha vers l'an 2000. La technologie reste la même que dans l'option A. Pour l'agriculture des oasis l'option B prévoit des techniques améliorées et des mesures de protection contre la dégradation de l'environnement mais ne prévoit pas la mise en culture des superficies supplémentaires.

L'option B pour l'élevage suppose un modèle de pluviométrie "normal" et un niveau d'investissement permettant l'amélioration des services de l'élevage et d'une meilleure gestion des pâturages mais ne prévoit pas l'ouverture de nouveaux pâturages.

La composante de pêche dans l'option B comprend la stabilisation de la production de poisson dans la pêche continentale avec l'introduction d'aquaculture. D'autre part, la pêche maritime artisanale améliorée deviendra graduellement semi-industrielle. Les captures peuvent monter jusqu'à 90.000 tonnes.

L'Option C représente la continuation de tendances actuelles. L'agriculture sous pluie et celle des oasis continuent à utiliser des techniques existantes qui ne permet pas d'empêcher la dégradation de l'environnement. Il existe actuellement une expansion dans les périmètres irrigués mais à une allure qui ne représente que le 1/4 de celle "planifiée". Il est supposé que les terres nouvellement irriguées seraient cultivées avec des techniques plus modernes. On prévoit une récolte de 4.5 tonnes par ha vers l'an 2000. Pour l'élevage, le modèle de pluviométrie est encore utilisé bien que les coûts d'investissement pour assurer des services divers aux éleveurs restent au niveau actuel inchangé qui représentent moins de 0,5% du budget national.

La pêche dans l'option C continue de ce qui peut être au mieux une stagnation sinon la déclin en ce qui concerne la pêche continentale une fois que le barrage de Manantali est construit, à moins qu'on ne développe l'aquaculture (ex. des bassins en liaison avec les périmètres). Il est supposé que la pêche artisanale maritime continuera son développement modéré. Elle permet la satisfaction de la demande nutritionnelle en poisson du pays mais contribue peu ou pas du tout à la balance des paiements.

L'option la plus élevée envisage un système de soutien des ruraux, systématique, total et centralisé dans tous les domaines avec un personnel formé d'une façon adéquate pour confronter les gammes de problèmes existants. La seconde option est plus sélective et prévoit un système de services sur la base nationale qui accomplirait des interventions spécifiques pour satisfaire des besoins particuliers à un niveau régional. Elle suggère un grand nombre de sites spécifiques qui assureront des services intégraux par opposition à une couverture globale. La troisième option est une continuation de programmes et de la tendance actuelle dans l'expansion des services. Les demandes de personnel et l'organisation sont prévues dans les options A et B.

Toutes les trois options sont évaluées bien que ces chiffres n'incluent pas le coût d'une réforme agricole effective, ni l'entretien des prix et des garanties de risque ni l'infrastructure physique. Cela comporte, en revanche, les facilités de crédit qui, en effet, sont le point le plus coûteux dans les budgets suggérés.

Ce document fournit la base à partir de laquelle le "GRIM" peut entamer l'évaluation des besoins budgétaires, les demandes de formation ouvrière et l'orientation requise pour que les services gouvernementaux soient fournis d'une telle manière que les paysans, les éleveurs et pêcheurs aient la motivation suffisante pour les accepter.

Cette étude de base à partir de laquelle le gouvernement mauritanien peut commencer l'évaluation de ses besoins budgétaires, les demandes en formation de main-d'oeuvre et l'orientation appropriée de telle sorte que les services gouvernementaux soient élaborés de telle sorte que les agriculteurs les éleveurs et les pêcheurs sont motivés pour les accepter et les utiliser.

5. Besoins Fondamentaux

La conception des besoins humains fondamentaux est sensée représenter loin des principaux soucis de la politique mauritanienne. Cela a été clairement indiqué dans la liste du gouvernement sur "le bien être de l'homme mauritanie" qui a la priorité dans le Troisième Plan de Développement.⁵⁾ Tenant compte de la priorité, les rapports d'options du RAMS abordent les BF sous plusieurs aspects. Premièrement, il a été essayé de relier les problèmes des BF au modèle de simulation macro-économique. En admettant que le modèle ne s'y prête pas complètement à une analyse de tous les aspects a été préparé, un autre rapport pour analyser des principales composantes de concept de BF et pour indiquer la façon dont elles s'appliquent dans la réalité mauritanienne. Des projections de coûts préliminaires ont été faites pour indiquer l'importance des dépenses que le GRIM devraient encourir pour empêcher que les 20% de sa plus pauvre population ne tombe en dessous du seuil minimum de pauvreté. En plus d'une approche générale sur les BF il existe un autre rapport d'options sur les deux importantes composantes de BF, la santé et la nutrition. Finalement, le rapport sur l'Emploi considère cet aspect non pas uniquement comme un facteur de production fondamentale mais aussi comme un domaine de la politique en et par elle-même, puisqu'avoir un emploi source de revenus est une des demandes essentielles de la dignité de l'homme.

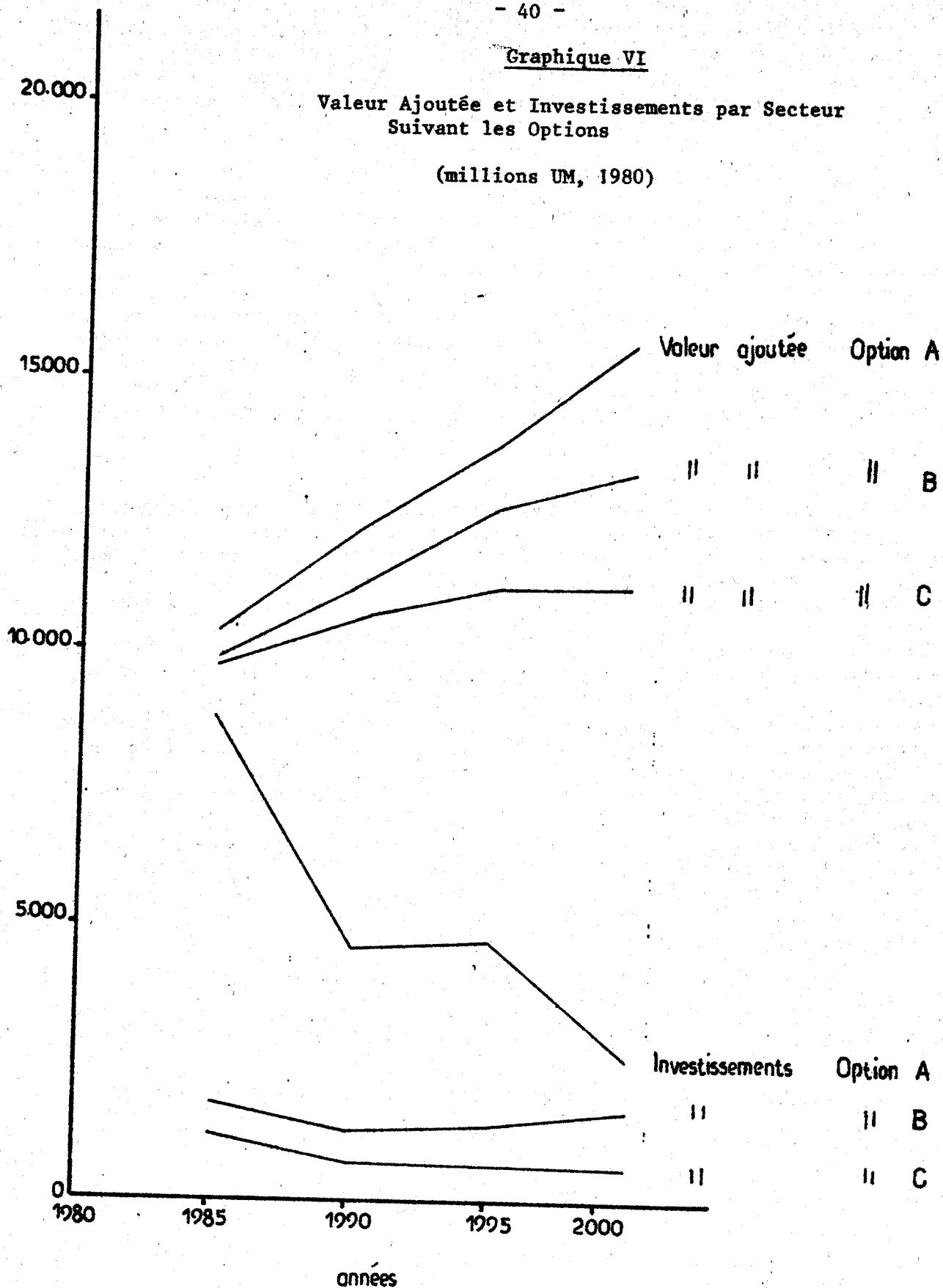
Le modèle macro-économique prend une approche globale en supposant qu'un certain niveau de revenu par tête, donc l'ensemble du PIB va satisfaire les BF. C'est à partir de cette hypothèse qu'un taux de croissance annuel qui

5) Troisième Plan de Développement Economique et Social, 1976-1980, P. 69.

Graphique VI

Valeur Ajoutée et Investissements par Secteur
Suivant les Options

(millions UM, 1980)



001

001

3

11

1

11

001

001

001

00

00

18

001

001

permettra d'obtenir ce niveau de revenu est dérivé. Et inversement, avec les taux de croissance donnés ou supposés on peut évaluer l'année à laquelle un niveau minimum de BF sera satisfait. C'est une méthode avec laquelle la vitesse, et le taux de croissance pour atteindre l'objectif peut être calculé et inversement, il est possible de projeter les ressources nécessaires pour atteindre la satisfaction globale des BF pour une date précise.

Cette approche n'indique pas les genres d'actions ou d'investissements à entreprendre couvrir les BF. Cela est le sujet d'une autre étude. Cette dernière traite les principales composantes des BF à l'exception du problème de fertilité qui vu du côté gouvernemental n'est pas une variable influençable par une intervention du gouvernement. L'énergie (pour les besoins domestiques) qui n'est pas toujours traités dans les BF est rajoutée à cause de son importance spéciale dans la vie quotidienne en Mauritanie.

Les coûts montrés dans le rapport sur les BF, concernent les investissements additionnels et les coûts récurrents nécessaires par périodes de cinq ans pour ramener vers l'an 2000, les 20% de la population les plus défavorisés à un niveau minimum prescrit. Cela présume que moins de 20% de la population se trouve au dessous du niveau minimum de pauvreté. Compte tenu des données limitées disponibles sur la distribution des revenus, cela représente une base raisonnable à partir de laquelle on peut procéder aux projections. En fait, il est bien possible que plus de 20% de la population soit en dessous du seuil absolu de la pauvreté dépendant des normes utilisées pour définir le terme "pauvreté absolue".

En prenant pour cible les 20% de la population mentionnée, les calculs montrent que pour la période 1981-1985 il faudrait dépenser approximativement l'équivalent de 11 dollars par personne affectée/par an. Pendant la période 1996-2000 lorsque les objectifs seront atteints, 70 US \$ par personne affectée/an est nécessaire (au prix de 1981) tout en supposant que le groupe concerné représentera 20% d'une population plus nombreuse. Ces projections représentent des sommes d'argent qu'on doit ajouter aux dépenses actuelles pour ramener les gens les plus désavantagés au niveau minimum des BF ; pour eux-mêmes ainsi que les sommes dépensées par le GRIM qui a déjà établi des programmes de services publics auxquels on rajoute ces dépenses.

Le modèle macro-économique ne distingue pas ce qui existe déjà et ce qui manque pour satisfaire les besoins fondamentaux. Il postule, sans analyser qu'un montant de 20.000 UM en prix constants de 1973 par tête est le revenu nécessaire pour satisfaire le minimum de BF.⁶⁾ Cette approche contient implicitement quelques hypothèses simplifiées concernant la distribution de revenu et

6) Le modèle macro-économique emploie le taux d'inflation de 216,5 pour convertir la somme au prix de 1981.

la différence entre les subventions aux BF par les dépenses publiques (les services d'éducation et de la santé) et individuelles (l'aide en nourriture et en vêtement). Deuxièmement, comme cela a été remarqué, la composition de BF n'a pas été analysée. Changer 20.000 UM au prix de 1973 en prix de 1981 revient à un revenu par tête de 910 dollars, ce qui est approximativement le triple de l'estimation actuelle de revenu par tête. Si en fait, la situation est aussi désespérante, il est douteux que 20% seulement de la population soit en dessous des normes des BF. Le fait que le rapport sur les BF prévoit qu'à la fin du siècle il ne faudra dépenser que 14 dollars par tête (pour faire bénéficier les 20% de la population des BF) indique que ces deux approches sont considérablement éloignées l'une de l'autre en ce qui concerne l'importance de la population au dessous des normes de BF. Il est possible que le rapport sur les BF sous estime quelques uns des coûts pour subvenir à un minimum de BF. De même, la satisfaction de ce minimum peut comprendre plus de 20% de la population. Il est possible que le modèle macro-économique en choisissant un chiffre général courant mais arbitraire ait employé des normes "absolues" "relativement" trop "élevées" pour la réalité mauritanienne. Les différences entre ces deux rapports n'ont toutefois peu d'importance, puisque chacun a été élaboré avec des hypothèses et des méthodologies différents. Les chiffres ne sont pas supposés être les mêmes.

Le Rapport d'Options sur la santé et la nutrition fournit une vérification partielle du caractère raisonnable des données utilisées dans le rapport sur les BF. Bien que la santé soit évidemment l'une des majeures composantes des BF, le rapport n'est pas dirigé dans ce sens. La meilleure approche à ce problème serait de dire que des soins adéquats pour tous - avec peut-être une petite marge sur les "tous" - est une condition sine qua non des BF. Il faudrait remarquer qu'il ne s'agit pas uniquement de différences en sommes présentées dans les options du rapport mais aussi, ce qui est beaucoup plus important, dans la manière dont elles sont dépensées, c'est-à-dire, l'accent sur les soins préventifs plutôt que curatifs, dans les conditions rurales plutôt qu'exclusivement urbaines.

Alors que l'option maximum dans le rapport sur la santé ne représente qu'une augmentation de 11% sur la tendance actuelle vers l'an 2000, les fonds par contre, sont dans les deux situations, dépensés d'une manière tout à fait différent. Le fait que les coûts totaux ne diffèrent pas tellement tend à soutenir le rapport sur les BF qui indique qu'une relative petite augmentation de dépense par tête est nécessaire pour satisfaire les BF en santé.

Un autre problème celui de la nécessité d'avoir plusieurs approches aux BF et l'influence sur les décisions de priorité du GRIM est le dilemme de croissance/distribution. Le modèle macro-économique traite fondamentalement du problème de croissance. Le rapport sur les BF s'intéresse aux questions humaines et de dignité humaine en mettant une limite à la pauvreté. La question de savoir si ces facteurs s'opposent ou se soutiennent mutuellement dans l'ensemble du développement socio-économique aussi bien que la recherche

des équilibres qui devraient être retrouvés, doit être pris en considération dans la formulation des stratégies de développement.

D'après le Troisième Plan de Développement le GRIM est conscient de l'importance de ces considérations. Les projets proposés et les dépenses conséquentes accomplies indiquent toutefois qu'il existe un besoin d'analyses plus approfondies si on veut atteindre simultanément les objectifs de développement et d'égalité et parvenir à un équilibre approprié et voulu.

La philosophie actuelle concernant le problème des BF par rapport au développement, présentée dans le Rapport sur le Développement Mondial 1980 de la Banque Mondiale, souligne l'interrelation entre les deux, aussi bien que les interrelations entre les différentes composantes de BF, désagrégées dans le Rapport d'Option du RAMS précédemment mentionné.

En plus du développement et des BF, il existe des objectifs relatifs à la création d'emplois et la réduction des inégalités dans les revenus et des biens. Les progrès simultanés pour atteindre les objectifs de développement d'égalité au sens relatif et absolu et l'emploi pour tous, assure le dynamisme dans une société et le mouvement vers le "décollage" souhaité et auto soutenu.

Les études ont montré que l'absence d'un des éléments moyens de BF : taux analphabétisme, de mortalité et de morbidité, de malnutrition, des conditions d'habitation et sanitaire en dessous des normes ect. restreint la croissance. Si ces déficiences existent ensemble, leurs effets négatifs sont mutuellement renforcés. Si des efforts sont fournis pour réaliser des améliorations dans ces domaines, l'effet positif total sur le développement et le bien être excèdera les résultats accomplis par des programmes séparés. Ce point a été souligné dans le Rapport d'Options sur la Santé ou l'option D est présentée comme permettant d'assurer les soins de la santé dans un climat de développement économique et social intégré.

Le rapport de la Banque Mondiale, précédemment mentionné, aussi bien que les études du BIT soulignent également que la croissance est indispensable aux BF et relie les ressources humaines au développement. Il faut investir dans les entreprises productives pour dégager les ressources disponibles pour assurer, l'alphabétisation, les soins de la santé et créer les emplois. Pendant qu'une partie des BF est fournie par l'action collective et les subventions communautaires, il en existe un nombre substantiel de services qui sont achetés par les individus ayant un travail et recevant des salaires des entreprises productives. Le modèle de simulation macro-économique qui souligne que l'investissement est la clef du développement alloue les investissements aussi bien dans les services publics que dans les activités orientées vers la production.

L'un des facteurs les plus importants qui détermine l'efficacité des investissements dans tous les secteurs est la productivité du travail. Par exemple, il y a de nombreux exemples où le savoir lire, écrire et calculer aide à la croissance. Les travailleurs sont plus outillés pour comprendre les instructions et les nouvelles techniques. Leurs esprits sont plus ouverts aux nouvelles idées.

Tous les pays, développés ou en voie de développement sont confrontés aux choix en prenant leurs décisions d'investissement dans le développement des ressources humaines ou dans la croissance économique. Il faut souligner que ce ne sont pas des décisions indépendantes l'une de l'autre mais plutôt un mélange approprié de décisions. Elles concernent la politique de l'emploi et des mesures de redistribution des revenus et des biens. Naturellement, plus les ressources sont restreintes plus les choix de ces décisions importantes sont difficiles. Si les ressources sont utilisées d'une façon inefficace dans un pays comme la Mauritanie, les conséquences sont beaucoup plus graves que dans un pays qui est plus riche. Beaucoup de gens en Mauritanie sont proches ou en dessous du seuil de la pauvreté. Un programme de santé inefficace signifie que plus d'enfants meurent. Un programme d'éducation qui permet à une partie substantielle de la population de rester analphabète perpétue un niveau de productivité bas. Les politiques d'investissements industriels qui ne sont pas productives et aide à la création d'emplois ne permettent pas de dégager les ressources financières pour soutenir des programmes de développement des ressources humaines qui rendent l'industrie et l'agriculture plus productives. Ainsi le "cercle vicieux" reste. Des stratégies de développement appropriées sont celles qui permettent de briser ce cercle vicieux et qui assureront une croissance économique et un développement de ressources humaines qui se renforcent. Evidemment, il est plus facile de le dire que de l'exécuter.

VI Les Sentiers Alternatifs de Développement et les Conclusions des Rapports Méthodologiques et d'Options de la Phase II du RAMS

Les stratégies alternatives examinées dans les documents portant sur les options de développement du RAMS brossent tout l'éventail des possibilités depuis la poursuite des pratiques passées et actuelles, jusqu'à la réalisation pleine et entière des objectifs établis par le Gouvernement pour un terme fixé à l'an 2000, aussi bien en ce qui concerne le développement rural, la main-d'oeuvre, que l'emploi. Se maintenir dans la voie actuelle - la même politique de développement, les mêmes moyens humains et financiers, pour les mêmes directions, - entraînera la détérioration progressive de production, des revenus, de l'emploi, et par conséquent du niveau de vie qui ne peut être considéré, quand on connaît les faits, que comme inacceptable d'un point de vue politique si ce n'est humanitaire.

En vérité, avec une croissance démographique annuelle de 2,5%, il faudra un changement important dans les pratiques de la part du Gouvernement pour élever le niveau de la production, des revenus et de l'emploi, ou simplement pour maintenir le statu quo, non pas en termes macro-économiques du "PIB par habitant", mais sur le plan humain, par rapport à des proportions identiques de population active, travaillant, produisant, et ^{gagnant} assez d'argent pour pouvoir consommer le même volume de biens et de services. Il est dur de concevoir que le maintien du statu quo pourrait être choisi comme objectif de développement.

Toute stratégie qu'elle soit qui vise de plus grandes réalisations que le simple maintien du niveau de vie, pourtant bas, de la population, entraîne une série de contraintes et lève des problèmes qui doivent être résolus avant que l'on puisse raisonnablement espérer le moindre progrès. Ces contraintes portent sur la disponibilité de ressources financières, les possibilités d'investissement, la main-d'oeuvre et les freins sociaux et institutionnels au progrès.

Disponibilité en Ressources Financières

L'approche employée par le RAMS, pour analyser la disponibilité en ressources financières pour le développement, est un modèle de simulation macro-économique permettant de déterminer la somme de ressources nécessaires pour obtenir la croissance impliquée dans les objectifs de développement de la Mauritanie. Cette somme, diminuée de la somme de l'épargne intérieure donne un résultat négatif qui représente le besoin de financement extérieur.

L'analyse montre, qu'après une période d'ajustements et d'évaluation, si l'on prend des mesures prudentes, il y aura suffisamment de ressources à la fois pour le secteur rural et pour le secteur urbain. Si la balance des paiements et les contraintes budgétaires sont observées, tandis que qu'un ratio modéré du service de la dette est fixée comme repère des contraintes financières à ne pas dépasser, les rapports prévus de l'exportation ajoutés aux subventions étrangères et aux aides de faveur pourraient alors suffire à combler le déficit en ressources.

Mais à mesure que le Gouvernement s'engagera dans la voie de développement qu'il s'est choisi, il conviendra de bien peser ses décisions au sujet de l'attribution de ces ressources existantes de façon suivie et efficace. Les dépenses improductives particulièrement celles qui sont faites à une grande échelle, pourraient annuler les possibilités du pays à obtenir des financements.

Le Gouvernement reconnaît qu'il doit s'orienter vers une période de transition pour changer et ajuster les politiques de développement actuelles. Il convient d'être plus strict, et, dans certains cas, une approche

austère permettra d'accélérer la croissance pour revitaliser le secteur rural, et d'en répartir équitablement les fruits. Des programmes spécifiques de redressement ont déjà été ébauchés, une assistance du Fonds Monétaire International est accordée, et les dispositions sont prises pour éliminer les contraintes financières. Des négociations et des actions sont en cours afin d'assurer une disponibilité continue des gains en devises provenant du secteur minier. Le gouvernement peut aussi, s'agissant de questions relevant du futur immédiat, s'assurer que les programmes déjà engagés dans tous les secteurs sont dirigés à court terme vers des priorités identifiées avec des objectifs de développement manifestement de longue haleine.

Possibilité d'Investissement

En supposant que le Gouvernement ménagera ses ressources de développement, la tâche la plus difficile sera de trouver des possibilités d'investissement adaptées et de les bien utiliser. Avant de prendre des décisions relatives à des investissements spécifiques, il conviendra de le faire pour ce qui concerne les allocations sectorielles. Cela requièrera d'équilibrer la répartition des financements entre les entreprises productives, et de fournir les services qui permettront à telle ou telle de fonctionner, et de décider ensuite quelles sortes d'entreprises spécifiques justifient d'un investissement, pour quel montant et pour quelle action.

Le RAMS a abordé le problème de l'identification des possibilités d'investissement en étudiant les actions à entreprendre pour réaliser les objectifs de développement rural du Gouvernement. Ces études sont concrétisées dans les différents documents portant sur les options relatives aux stratégies alternatives de développement. Les possibilités d'investissements productifs sont une excroissance des options de développement de la production rurale, et la somme d'investissement requis de chaque stratégie, représente le niveau des possibilités d'investissements productifs. Les niveaux suggérés par les documents relatifs aux options de développement sont assez considérablement en dessous du niveau d'investissement qu'il aurait été possible d'accorder au modèle macro-économique utilisé pour déterminer la disponibilité de financement. Tandis que certains facteurs pourraient expliquer une bonne partie de ces différences l'hypothèse forte reste qu'il y a un potentiel d'investissement pour lequel aucune base de programmes n'a, semble-t-il, été réfléchi.

La Main-d'Oeuvre

Le manque de main-d'oeuvre n'est pas un problème, du moins en termes quantitatifs. Au contraire, le problème est de trouver des postes assez nombreux pour employer les demandeurs qui arrivent sur le marché de l'emploi. Si l'on continue les pratiques en cours, les chômeurs actuellement estimés à 70.000, pour la plupart en zone urbaine, pourraient devenir 400.000 vers la fin du siècle. Ceci représenterait un pourcentage alarmant de la force de travail. Les chiffres cités ne tiennent pas compte du sous-emploi rural

que l'on suppose très largement répandu. Comme il est dit ci-dessous s'il apparaît une contrainte relative à la main-d'oeuvre, c'est par manque de main-d'oeuvre qualifiée depuis l'entrepreneur jusqu'à l'ouvrier analphabète et non qualifié.

Cependant les contraintes au développement ne sont pas d'abord d'ordre monétaire mais plutôt d'ordre social et organisationnel, associé au manque de main-d'oeuvre en général.

Problèmes Sociaux Affectant le Développement Rural

Un certain nombre de problèmes sociaux portant sur le développement rural se trouvent compliqués par la diversité ethnique. Des attitudes différentes à propos de santé, de nutrition, d'éducation, de travail agricole, de la crainte du risque, où les positions individualistes contre les efforts coopératifs, ou contre le contrôle hiérarchique des terres, de sa production, de sa propriété, sont des problèmes susceptibles de freiner la mise en place de lois ou de règlements, ou de pratiques de portée générale dans des zones peuplées de deux, ou davantage, groupes ethniques différents. Les programmes de développement qui ne prennent pas ces différences en compte et essayent de s'en accommoder risquent de s'élever contre les groupes mécontents et de remettre fortement en question leur participation. Il ne fait aucun doute qu'il existe un grand nombre de contraintes de ce type mais quelques-unes des plus évidentes viennent d'abord à l'esprit. Ainsi le problème concernant la propriété foncière : comment ce problème affecte celui qui voudrait travailler la terre : pour quel bénéfice ? et qui voudrait faire ou fera les investissements nécessaires si la terre est effectivement apte à la production ? Comme nous le signalons plus haut, si ces sortes de problèmes ne sont pas résolus, alors les investissements gouvernementaux dans les infrastructures d'irrigation et les autres aspects relatifs à l'agriculture n'aboutiront pas à la croissance potentielle que les modèles économiques indiquent comme possible.

Le secteur entier de la politique des prix, particulièrement lorsqu'il s'agit de l'agriculture, complique l'élaboration d'un programme adapté aux investissements et à la production agricole. Les décisions concernant les prix des produits agricoles affectent des revenus paysans et, partant, la décision d'investir et de produire. Si les prix sont maintenus artificiellement bas, ou si les produits agricoles provenant de l'aide étrangère inondent le marché, la production devient décourageante. D'un autre côté, les consommateurs, particulièrement ceux des zones urbaines plus près du siège de la direction politique et qui peuvent représenter un poids important, font pression pour maintenir les prix à la consommation artificiellement bas.

Attitudes Face au Travail

Il s'agit de la vaste question des comportements face à au travail

et à l'éducation. Existe-t-il des comportements propres à empêcher le développement, et si tel est le cas à quelle vitesse - et comment pourraient-ils être changés ? Quel pourrait être le rôle de l'enseignement public dans ce processus ? Quelle est l'attitude des fonctionnaires dans l'exercice de leur fonction ? Est-ce leur rôle d'être secourables aux gens qu'ils servent, ou la fonction publique est-elle une échappatoire pour ne pas s'engager dans ces sortes de problèmes ?

Tous ces problèmes participent d'une réflexion sur une société traditionnellement complexe récemment mise au contact de la modernisation. En Mauritanie, la complexité vient de ce qu'il existe un certain nombre de sociétés vivant côte à côte, manifestant des degrés variables d'accord et de conflit dans le processus visant à partager le pouvoir politique, si ce n'est à en prendre la direction. Ces facteurs ont des repercussions sur les décisions politiques relatives au développement et augmentent la difficulté de mettre en pratique ces décisions lorsqu'elles ont été prises.

Concurrence Entre les Secteurs Urbains et Ruraux Pour les Ressources

L'indépendance provoqua l'émergence d'un secteur urbain qui existait à peine pendant l'époque coloniale, sauf pour fournir le minimum de services aux zones rurales et sous forme d'une petite économie distincte fondée sur la production minière qui traitait avec le monde extérieur. L'émergence de fonctions gouvernementales amena la création de zones urbaines, particulièrement Nouakchott, dans laquelle on vit une possibilité de débouchés pour les personnes sans emplois et ceux qui avaient un revenu bas et incertain dans les zones rurales, apparemment les plus défavorisées.

Un mouvement de population vers Nouakchott s'amorça qui se renforça sous les effets récurrents de la sécheresse. Les premiers habitants installés dans les villes firent appel à leurs familles des zones rurales pour qu'elles se joignent à eux. Les services gouvernementaux de ces zones urbaines en constante expansion, bien qu'insuffisantes attiraient sans cesse les gens venant de zones rurales en stagnation. La disponibilité dans les zones urbaines de se laisser tenter par les gadgets modernes, jointe à celle de se procurer une grande variété de nourriture subventionnée ajoutèrent à l'attraction. Aujourd'hui, il y a des marques relativement peu évidents de malnutrition même dans les zones les plus pauvres à la périphérie de Nouakchott. Comme la population urbaine croît, le Gouvernement subit une plus forte pression pour déplacer l'équilibre du pouvoir et des allocations de ressources en faveur des zones urbaines (comparer la situation quant à la politique des prix agricole indiquée ci-dessus). Un autre exemple est l'élargissement des dépenses de santé publique qui sont très nettement dirigées vers les installations curatives et visibles de Nouakchott, même si le Troisième Plan de Développement Quinquennal prévoyait la création d'installations régionales.

Prendre la décision difficile, et peut être politiquement impopulaire de renverser l'équilibre des allocations de ressource en faveur des zones rurales, aidera, en partie seulement, à briser ce cercle vicieux. Cela peut sembler être, en soi, extrêmement difficile à accomplir, sinon impossible. Les pressions contraires peuvent être trop fortes. Cependant, l'accroissement du niveau des ressources globales peut permettre de répondre en grande partie aux différentes pressions contraires. Le modèle de simulation macro-économique propose des hypothèses d'investissements dans la fabrication et l'industrie aussi bien que dans les zones rurales. Si le schéma utilisé possède quelques éléments de vérité, les financements pourraient être disponibles pour un développement économique au sens large et entraîner ainsi la possibilité d'atteindre le progrès dans les deux zones. Si la production rurale ne se maintient pas, alors la zone non rurale devra acheter (ou recevoir sous forme de subvention) davantage de nourriture de l'étranger tout en supportant les conséquences d'un exode rural encore plus important. D'un autre côté, s'il y a davantage d'entreprises productives dans le secteur urbain, cela ouvrira les marchés et partant, les possibilités des zones rurales, et par ce moyen diminuera la tension issue de l'exode rural.

Frein à l'Exode Rural

Il paraît souhaitable de considérer une solution de compromis visant à essayer de diffuser le mouvement rural-urbain en offrant plusieurs possibilités dans d'autres villes que Nouakchott. Une telle politique, présenterait un certain nombre d'avantages. Elle rassemblerait les gens en groupes plus petits mais encore suffisamment importants pour fournir des économies d'échelle dans les services publics. D'autre part, l'exode rural couvrirait des distances relativement plus courtes et une partie de la population pourra rester basée en zone rurale tout en travaillant dans le secteur urbain. Ainsi, différents membres d'une même famille pourraient travailler dans des secteurs différents tout en continuant à vivre ensemble. Cela perturberait moins la structure sociale.

Les problèmes récurrents et de déterminer les projets qui pourraient être localisés dans les centres provinciaux et être poursuivis par leurs propres promoteurs, aussi bien des entrepreneurs (publics, semi-publics ou privés) que des gestionnaires, des travailleurs qualifiés ou des travailleurs non qualifiés et lettrés.

La politique gouvernementale doit encourager l'industrie à forte intensité de main-d'oeuvre et, à quelques exceptions près, au coup par coup, décourager les projets à forte intensité de capital. Pour cela cependant, les efforts devraient être faits pour identifier de nouvelles industries au niveau de projets individuels. Le processus d'identification implique d'inclure la localisation spécifique et de mettre l'accent sur la progression d'entreprises de fabrication et de transformation à petite échelle, sur l'ensemble du pays. Dans la mesure où ces activités peuvent utiliser des matériaux provenant du

secteur rural (par exemple pour la transformation de nourriture), ou trouver leur marché dans ce même secteur (par exemple pour les outils agricoles), le processus serait alors plus facile à mettre en place, et aurait de meilleures chances de réussite.

Education et Formation

Si les industries agricoles et les industries à petite échelle doivent toutes d'eux s'élargir et devenir plus efficaces, elles imposeront une réforme drastique du système éducatif. Il se peut que cela recouvre certaines valeurs culturelles, et il appartiendra à la direction du Gouvernement de prendre la responsabilité de cette décision fondamentale. Si cependant les revenus et les rendements doivent être accrus, et si le chômage doit se réduire à un niveau acceptable, l'existence d'une main-d'oeuvre mieux formée, est une condition sine-qua non. Pour commencer, il conviendrait de disposer des provisions dans le budget éducatif pour augmenter le niveau d'alphabétisation et de calcul en même temps pour les hommes et pour les femmes au point qu'au moins 70% de la population en âge de travailler soit alphabétisée aux environs de l'an 2000. (le rapport du RAMS sur l'Education comme Outil de Développement offre des propositions spécifiques concernant la réforme du système éducatif, comprenant un effort massif d'alphabétisation). Cela pourrait être largement réalisé en transférant les financements destinés à l'enseignement supérieur bien que le niveau primaire relève aussi de changements qualitatifs. Dans un avenir immédiat, la majeure partie de la population, hommes et femmes confondus pourraient s'en tenir à l'éducation fondamentale. L'enseignement primaire resterait aussi, naturellement, la base permettant d'accéder aux disciplines supérieures. De cette façon, l'enseignement primaire concernerait à la fois la masse de la population n'allant pas plus loin, et le nombre beaucoup plus réduit de ceux qui continuent.

Une autre facette de la question emploi/main-d'oeuvre et, partant du problème éducatif, est celle plus précise de l'augmentation de main-d'oeuvre formée, depuis les catégories d'ouvriers et d'agriculteurs qualifiés, jusqu'au niveau des gestionnaires et des entrepreneurs, à la fois pour le secteur public et le secteur privé. Ainsi, s'agissant des deux groupes confondus, tout en cherchant et en créant des possibilités d'emploi à forte intensité de main-d'oeuvre qualifiée et d'élaborer une politique et un programme à l'échelle nationale pour demander et encourager les secteurs publics à fournir les installations nécessaires.

Donnée de Planification

Le processus de chercher à l'échelon local les besoins spécifiques pour les objectifs de développement a son origine au niveau national. Mais il peut et doit être fait au niveau régional et communautaire. RAMS a en fait participé à un début de ce processus de planification régionale par les séminaires régionaux qui se sont déroulés pendant l'année passée. Cet effort initial montre que les communautés peuvent être organisées (formées) pour faire l'inventaire des ressources, postuler ou étendre les activités productrices tant rurale, qu'urbaine, cataloguer les insuffisances des services, de la main-d'oeuvre des infrastructures, et d'autres facteurs qui freinent l'application des ressources existantes pour les nouvelles opportunités dérivent les plans de développement locaux. Les autorités publiques et privées peuvent être mobilisées pour cet effort. Un programme peut être développé avec les autorités nationales pour fournir les données qui manquent. Les autorités à l'échelon national doit coordonner les plans des différentes régions et les ajuster avec les ressources disponibles. Ce processus va améliorer les connaissances de planification des autorités locales et impliquer la participation des chefs de communautés. Les jugements initiaux viennent des gens concernés mais qui seront revus par des responsables ayant une vue nationale globale.

Cet effort de planification régionale demanderait des talents formés à l'échelon national et de la formation sélective pour les autorités à l'échelon local.

Le problème soulevé ci-dessus représente une alternative de stratégie de développement dans le sens qu'il indique que les programmes et la pratique actuelle ne conduisent pas aux objectifs de développement du GRIM. Les principaux problèmes doivent être confrontés et en grande partie résolus si on veut atteindre une croissance avec distribution équitable. Une fois que les décisions fondamentales sont prises les alternatives deviennent une question de degré et de tactique. Par exemple, il y a une décision fondamentale à prendre en matière de propriété foncière - est ce que le système et les pratiques actuels doivent être changés pour fournir les incitations à l'accroissement de la production malgré les résistances sociales ? Si la réponse est oui, il y a de nombreuses tactiques à suivre ainsi que différents taux ou période auxquels les différentes activités prendront place mais ceux-ci ne sont pas des vrais sentiers alternatifs de développement.

Le même genre de décisions doit être pris implicitement ou de facto en ce qui concerne l'éducation, la santé ou autres services sociaux. Est ce que les changements fondamentaux sont envisagés pour permettre le développement au sens moderne du terme ou il serait prudent socialement sinon désirable de présenter et d'étendre le système traditionnel actuel même s'il n'y a que des ressources limitées. Les rapports d'Options contiennent le premier.

Les discussions passées concernent l'économie en entier et soulignent que les problèmes du secteur rural ne sont pas indépendants du reste de l'économie. La préoccupation du RAMS est cependant centrée sur l'évaluation du "secteur rural" et les rapports d'études de la Phase I et II s'occupent spécifiquement que de ce secteur.

Le GRIM est confronté avec les alternatives de contrarier la tendance actuelle en particulier pour l'agriculture et la pêche qui impliquent une sous utilisation des ressources disponibles et de l'autre côté améliorer technologiquement le système actuel. Un changement plus dramatique consiste dans une amélioration du système actuel de production par la concentration dans un nouveau système : les périmètres irrigués comme élément principal de l'agriculture et en plus le développement de la pêche industrielle. Comme souligné ci-dessus, le problème principal n'est une situation de l'un ou l'autre" mais plutôt une question d'accentuation. Dans les différentes options citées, les pratiques culturales pour le secteur culture sous pluie et de décrue sont à améliorer tandis que les périmètres irrigués sont à augmenter.

En résumé, dans la poursuite de ses objectifs de développement et parmi les décisions à prendre et les problèmes à résoudre que les études et les options du RAMS ont soulignées, le GRIM doit confronter un certain nombre de questions dans n'importe quel choix ou d'option de production rurale.

- a) Est-ce que le GRIM est préparé à observer les restrictions au point de vue budgétaire, Balance des paiements et service de la dette extérieure pour dégager les fonds pour l'investissement dans le secteur rural et urbain. Les accords avec le FMI semblent indiquer que le GRIM est d'accord;
- b) est-ce que des études et analyses sont entreprises pour indiquer les contraintes sociales qui freinent les investissements dans l'agriculture et les programmes désignés pour les améliorer ? Un problème majeur ici est celui de la propriété foncière ;
- c) Est-ce qu'une évaluation critique des services techniques de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche est faite pour que ces services puissent être plus efficaces, atteindre une audience et une acceptation plus grande? Est-ce que les facilités tels que le crédit est mise en place pour que les techniques modernes puissent être introduits ?
- d) Est-ce que les politiques économiques telles que la politique des prix, des importations de céréales sont prises pour encourager la production rurale ;

- e) Est-ce que les efforts pour établir les politiques intégrant les BF aux objectifs de croissance sont entrepris ? Est-ce que les services comme la santé, l'éducation sont élargis au niveau national et en particulier au secteur rural ?
- f) Est-ce que le système d'éducation est revitalisé pour permettre une alphabétisation universelle et fournir la main-d'oeuvre qualifiée pour le développement ?
- g) Est-ce que l'autorité du point de vue développement est déléguée aux régions et que les régions puissent augmenter et améliorer leur personnel pour accepter cette responsabilité ?
- h) Est-ce que les efforts sont faits pour identifier les petites industries liées à l'agriculture, demandant beaucoup de main-d'oeuvre et qui peuvent être localisées dans les petits centres urbains ?
- i) En dernier lieu est-ce que la considération de ces problèmes est remise dans le contexte du processus de planification qui demande non seulement un personnel qualifié, un budget adéquat mais aussi adopté et supporté à des niveaux les plus élevés de l'échelon gouvernemental ?

VII Projets Prioritaires

Faisant suite aux données et analyses des travaux du RAMS de la Phase I & II, 12 suggestions de projets sont préparées pour illustrer la manière dont les rapports du RAMS peuvent être utilisés pour développer les propositions de projet concrets dans la poursuite des objectifs de développement du GRIM.

La solution des projets, pour cette présentation ne suit pas un ordre de priorités des activités demandant une attention particulière ou une indication suivant laquelle les fonds doivent être alloués. Ce ne sont que des illustrations de la façon dont les efforts du RAMS puissent être poursuivis jusqu'à son application dans les projets spécifiques de développement. Les projets doivent être vus comme faisant partie de la fonction du RAMS de fournir des informations nécessaires et de formuler des options pour faciliter le GRIM dans sa tâche d'établir les objectifs, déterminer les priorités, allouer les ressources et entreprendre des activités spécifiques.

Il y a bien sur certains objectifs globaux que l'on trouve dans tous les plans de développement des pays en voie de développement et qui ont été déjà pris en considération par le GRIM. Les projets soulignent le secteur de protection de la nature et de la création de l'emploi, 2 secteurs d'importance vitale pour le développement du potentiel mauritanien. Des projets sur la pêche et la production agricole sont aussi identifiés.

Tous les projets sont écrits suivant le modèle du CILSS (Comité Inter Etat de Lutte contre la Sécheresse du Sahel). Ils sont présentés dans les rapports du RAMS sous le nom de "Dossier Projets".

Tandis que les rapports méthodologiques et les rapports d'options de la Phase II ne sont pas utilisés pour développer des propositions spécifiques dans le modèle du CILSS, quelques possibilités de formuler les projets peuvent sortir de ces rapports. Par exemple le rapport méthodologique pour le calcul du PIB rural comprend la construction d'un tableau Intrants-Extrants qui peut être encore développé et raffiné et peut servir d'instrument pour identifier et évaluer les possibilités spécifiques d'investissements dans le secteur rural. Le rapport sur les BF souligne les secteurs que le GRIM doit intervenir pour relever le niveau de vie au dessus du seuil de pauvreté. Les rapports sur la Santé/Nutrition et sur le cadre institutionnel suggèrent un grand nombre de choix de projets. Le rapport sur l'emploi suggère la création d'un "Code des Entrepreneurs" au lieu d'un Code des Investissements pour promouvoir les investissements créateurs d'emplois. Ce rapport de synthèse montre les grandes lignes pour la formation et l'analyse des projets dans le développement de la planification régionale. Les projets spécifiques peuvent sortir du rapport sur la production rurale.

Comme le GRIM le sait, entreprendre une série de projets apparemment utiles mais disparates n'est pas un substitut pour la planification. D'autre part, une fois que les lignes directrices sont établies, les priorités choisies et les ressources allouées, seulement et à ce moment seulement que l'on pense aux projets. Les ressources vont alors vers les projets qui sont prêts.

Rapport RAMS - Phase I

Etudes de Base

- AS 1 Zones Agro-Ecologiques de Mauritanie
- AS 2 Régénération de l'Environnement du Tiers Sud de la Mauritanie
- AS 3 Projections Démographiques
- AS 4 Production Agricole : Analyses de Quelques Aspects de l'Agriculture en Mauritanie
- AS 5 La Consommation des Produits Alimentaires et Non-Alimentaires dans le Secteur Rural
- AS 6 Le Revenu du Secteur Rural Mauritanien
- AS 7-1 Profils Sociologiques : La Mauritanie Négro-Africaine
- AS 7-2 Profils Sociologiques : Les Maures
- AS 8-1 Changements Sociaux : Le Devenir du Pastoralisme
- AS 8-2 Changements Sociaux : Organisation Sociale de la Production Agricole
- AS 8-3 Changements Sociaux : Mouvements de la Population et Migrations en Mauritanie
- AS 8-4 Changements Sociaux : Modes d'Accumulations et Transformations Sociales
- AS 9 Synthèse Générale des Etudes Sociologiques

Etudes Sectorielles

- SS 1 Situation Actuelle du Secteur des Cultures Irriguées
- SS 2 L'Agriculture Sèche
- SS 3 Etude du Sous-Secteur de l'Elevage
- SS 3a Supplément à l'étude sur l'Elevage : La gestion des Pâturages
- SS 4 L'Agriculture des Oasis
- SS 5 La Pêche Continentale Artisanale
- SS 6 La Pêche Maritime

Etudes Fonctionnelles

- FS 1-1 Essai d'Analyse de la Situation Alimentaire et Nutritionnelle en Mauritanie
- FS 1-2 Aperçu sur le Secteur Santé de la Mauritanie : Services Ruraux de Santé
- FS 2-1 Situation de l'Emploi
- FS 2-2 Supplément à l'Etude sur la Situation de l'Emploi
- FS 3-1 Qualification de la Main d'Oeuvre
- FS 3-2 Evaluation du Système Formel de Formation en Fonction des Objectifs de Développement
- FS 3-3 Education Non-Formelle

Etudes d'Evaluation

- AE 4-1 L'Activité Economique Rurale du Secteur Privé
AE 4-2 Le Secteur Public : Les Organismes de Développement Rural.

Phase II

Options de Développement

1. Rapport Synthétique sur les Stratégies de Développement
OP 1 juillet 1981
2. Modèle Macro-Economique pour Evaluer les Priorités de Développement
OP 2 mars 1981
3. Système pour Calculer le PIB du Secteur Rural
OP 3 juin 1981
4. Besoins Fondamentaux : Une Conception pour Formuler une Stratégie
de Développement
OP 4 juin 1981
5. Production Rurale
OP 5 juin 1981
6. Mesures d'Accompagnements
OP 6 juin 1981
7. Impact des Stratégies Alternatives de Développement sur l'Emploi
OP 7 juin 1981
8. Santé/Nutrition
OP 8 juin 1981

Identification et Formulation des Projets

1. Dossier de Projets
PI 1 juin 1981
2. Enseignement Comme Instrument de Développement
PI 2 mars 1981

Autres

1. Evaluation du Programme des Séminaires
RP 1 juillet 1981
2. Profils Régionaux
RP 2 août 1981
3. Synthèse du Projet RAMS
S 1 août 1981
4. Rapport Final
août 1981